

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-74

Objet : convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de Le Barroux pour la conduite des opérations études et travaux pour la pose de rochers d'escalade et la réalisation de vestiaires sur le terrain multisports.

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2018/899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la délibération 2009-110 du 22 avril 2009 portant adhésion à la convention cadre de mise à disposition partielle de services de la CoVe auprès de ses communes membres,

Vu la délibération du 15 octobre 2018 de la commune de Le Barroux approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la CoVe pour la conduite des opérations études et travaux concernant la pose de rochers d'escalade et la réalisation de vestiaires sur le terrain multisports,

Considérant le projet de pose de rochers d'escalade et la réalisation de vestiaires faisant l'objet de la demande de la commune de Le Barroux, maître d'ouvrage, de mise à disposition partielle des services de la CoVe pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite des opérations,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Le Barroux et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Le Barroux pour la pose de rochers d'escalade et la réalisation des vestiaires.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 31 OCT 2018

Publication par affichage le : 31 OCT 2018

Exécutoire le : 31 OCT 2018

Fait à Carpentras, le 30 octobre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE**

ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE de LE BARROUX

POUR LA CONDUITE DES OPERATIONS

ROCHERS D'ESCALADE & VESTIAIRES

Entre :

D'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Guy Rey, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 92-18 en date du 19 juillet 2018,

Et d'autre part, la Commune de LE BARROUX membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Bernard MONNET agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 15 octobre 2018.

Préambule

La commune souhaite aménager les environs des terrains de tennis en terrain multisport. Cette opération résulte d'un partenariat avec les communes de Saint Hippolyte le Graveyron, Lafare, La Roque Alric et Suzette.

Dans ce cadre, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la partie études comprenant un plateau sportif et des vestiaires a été réalisée. Il a été également prévu que la construction du plateau sportif soit complétée par l'installation de rochers d'escalade.

La commune souhaite que la CoVe poursuive la conduite de ces opérations pour les phases études et travaux des rochers d'escalade ainsi que la poursuite en phase travaux du bâtiment « vestiaires » jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement (2019).

Article 1 : objet de la convention

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et du schéma de mutualisation des services entre la CoVe et ses communes membres, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la conduite des opérations d'études et de travaux pour la pose des rochers d'escalade et la poursuite de l'opération en phase travaux pour la réalisation des vestiaires sur le terrain multisport de LE BARROUX.

Article 2 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 3 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes :

PHASE ETUDES

Préparation du Programme- Choix d'un maître d'œuvre

- Assistance à Elaboration des marchés de maîtrise d'œuvre (Pièces administratives et techniques),
- Conseils sur le suivi de la procédure de concours,
- Assistance pour le choix du titulaire,
- Assistance à l'élaboration du plan de financement.

Suivi du marché de maîtrise d'œuvre

- Elaboration du marché de maîtrise d'œuvre,
- Gestion du marché et suivi des prestations réalisées,
- Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux,
- Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux.

Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles

- Définition de la mission SPS, OPC et BC,
- Préparation de la procédure de consultation,
- Assistance du maître de l'ouvrage pour le choix du titulaire,
- Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées.

PHASE TRAVAUX

Chantier

- Assistance et participation à la préparation du chantier (Installation, ouverture de chantier, avances...)
- Participation aux réunions de chantier
- Contrôle et suivi des coûts de l'opération de travaux
- Conseil, assistance dans la passation des modifications de marchés
- Suivi et assistance à la validation des études liées à l'opération (SPS, Contrôle, géotechnie...)
- Suivi des prestations de la maîtrise d'œuvre (visa au maître de l'ouvrage, des décomptes des prestations après vérification du maître d'œuvre, compte rendus de chantiers, planning de chantier...)

Assistance pendant la phase de réception

- Assistance du maître de l'ouvrage pendant les opérations préalables à la réception
- Assistance du maître de l'ouvrage lors de la réception des travaux

Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement (GPA)

- Assistance du maître de l'ouvrage en vue du règlement des litiges avec les entrepreneurs
- Suivi avec le maître d'œuvre des désordres pouvant apparaître durant l'année de parfait achèvement
- Conseil et assistance en cas de mise en œuvre des assurances

Article 4 : remboursement des frais de fonctionnement de l'assistance

Article 4.1 : principe de calcul

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des conduites d'opération de travaux donne lieu à une facturation proratée en fonction du montant de l'opération.

Les montants exprimés sont tous en € Hors Taxe.

Montant d'opération : ce montant est défini par les frais dus par la commune pour la réalisation de l'opération.

Il comprend :

- Les coûts estimés des travaux
- Pour les opérations de bâtiment un cout forfaitaire de 15% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maitrise d'œuvre, levers topo, diagnostics, sondages, bureau de contrôle, coordination sécurité, ...)
- Pour les opérations de voirie un cout forfaitaire de 10% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maitrise d'œuvre, levers topo, concessionnaires de réseaux, foncier, géotechnie, sondages, coordination sécurité, ...)
- Ne sont pas inclus dans ce coût d'opération :
Les frais éventuels d'acquisition foncière, les frais éventuels d'assurance, et tout autres frais liés au fonctionnement de la commune dans le cadre de cette opération.

Sur la base de ce montant, les frais de fonctionnement du service de la CoVe mis à disposition sont calculés de la manière suivante :

- Pour la tranche des premiers 100 000€, 3%
- Pour la tranche de 100 000 à 500 000€, 2,5%
- Pour la tranche au-delà de 500 000€, 2%.

Pour une opération complète, les paiements interviennent :

- A la signature de la convention, pour 25%
- Au terme de la phase faisabilité / programmation, pour 5%
- Au terme de la phase de conception et de passation des marchés de travaux, pour 30%
- Au terme de la phase de suivi des travaux et de la réception, pour 40%.

Pour les opérations en cours, il est appliqué au montant du calcul fondé sur le coût de l'opération, le pourcentage correspondant aux phases à réaliser.

Pour chacune de ces phases restantes, le paiement s'effectue pour 25% à leur commencement et pour 75% à leur achèvement. Il en est de même pour des opérations conditionnelles et/ou complémentaires.

A l'issue de l'opération, ou le cas échéant à l'issue de chaque tranche, et sur production du décompte général définitif des dépenses de celle-ci, le coût d'assistance de la CoVe est recalculé, toujours sur la base des éléments pris en compte (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôles, à l'exclusion des acquisitions foncières et immobilières ainsi que des assurances).

Si le coût final est supérieur au coût estimatif retenu dans la présente convention, la commune s'acquitte du complément ; s'il est inférieur, la CoVe rembourse la commune du trop-perçu.

Article 4.2 : calcul du coût de la mise à disposition de la présente convention

Rochers d'escalade

Pour la présente assistance à maitrise d'ouvrage, le montant d'opération présentement retenu est celui de l'estimation des travaux :

Etude et travaux pour l'installation de rochers d'escalade : 19 915,34 € HT

Cout de l'assistance pour l'opération complète :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	19 915,34 €	3%	597,46 €

Vestiaires :

Travaux pour la création de vestiaires : 157 350,34 € HT
15% de l'estimation travaux pour les frais d'études : 23 602,55 € HT
Soit un ensemble à : 180 952,89 € HT

Cout de l'assistance pour l'opération complète :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	100 000 €	3%	3 000 €
100 000 € - 500 000 €	80 952,89 €	2.5%	2 023,82 €
Cout prévisionnel de l'opération	180 952,89 €	Cout assistance complète	5 023,82 €

Cependant, l'opération ne portant que sur la phase travaux, il est appliqué à ce coût, le coefficient de 40%.
En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe pour les travaux des vestiaires s'élève à :

2 009,53 €

En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe s'élève à :

597,46 € + 2 009,53 € = 2 606,99 €

Article 5 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée des deux parties.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée des deux parties. En ce cas, les parties conviennent du règlement financier de la terminaison de la convention.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire

Guy Rey

Bernard MONNET

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-75

Objet : convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de Venasque pour la conduite des opérations d'études et de travaux de mise aux normes PMR de l'école.

Le Président de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2018/899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la délibération 2009-110 du 22 avril 2009 portant adhésion à la convention cadre de mise à disposition partielle de services de la CoVe auprès de ses communes membres,

Vu la délibération n° 20/2018 du 26 octobre 2018 de la commune de Venasque approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la CoVe pour la conduite des opérations d'études et de travaux de mise aux normes PMR de l'école,

Considérant le projet de mise aux normes PMR de l'école faisant l'objet de la demande de la commune de Venasque, maître d'ouvrage, de mise à disposition partielle des services de la CoVe pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite des opérations,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Venasque et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Venasque pour la mise aux normes PMR de l'école.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 13 NOV 2018

Publication par affichage le : 13 NOV 2018

Exécutoire le : 13 NOV 2018

Fait à Carpentras, le 06 novembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE**

ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE de VENASQUE

POUR LA CONDUITE DES OPERATIONS D'ETUDES ET DE

TRAVAUX DE MISE AUX NORMES PMR DE L'ECOLE

Entre :

D'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Guy Rey, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 92-18 en date du 19 juillet 2018,

Et d'autre part, la Commune de VENASQUE membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur BEZERT Gaby agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal n° 20/2018 du 26 octobre 2018.

Préambule

La commune projette de réaliser la mise aux normes PMR de son école. Pour ce faire, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage assurant la phase faisabilité de ce projet a été réalisée.

La commune souhaite que la CoVe poursuive la conduite de cette opération pour les phases études et travaux (travaux prévus de se dérouler et se terminer en 2018) jusqu'au parfait achèvement des marchés de travaux (2019).

Article 1 : objet de la convention

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et du schéma de mutualisation des services entre la CoVe et ses communes membres, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la conduite des phases études et travaux pour la mise aux normes PMR de l'école de VENASQUE.

Article 2 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 3 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes :

PHASE ETUDES

Préparation du Programme- Choix d'un maitre d'œuvre

- *Assistance à Elaboration des marchés de maîtrise d'œuvre (Pièces administratives et techniques),*
- *Conseils sur le suivi de la procédure de concours,*
- *Assistance pour le choix du titulaire,*

- Assistance à l'élaboration du plan de financement.

Suivi du marché de maîtrise d'œuvre

- *Elaboration du marché de maîtrise d'œuvre,*
- *Gestion du marché et suivi des prestations réalisées,*
- *Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux,*
- *Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux.*

Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles

- *Définition de la mission SPS, OPC et BC,*
- *Préparation de la procédure de consultation,*
- *Assistance du maître de l'ouvrage pour le choix du titulaire,*
- *Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées.*

PHASE TRAVAUX

Chantier

- *Assistance et participation à la préparation du chantier (Installation, ouverture de chantier, avances...)*
- *Participation aux réunions de chantier*
- *Contrôle et suivi des coûts de l'opération de travaux*
- *Conseil, assistance dans la passation des modifications de marchés*
- *Suivi et assistance à la validation des études liées à l'opération (SPS, Contrôle, géotechnie...)*
- *Suivi des prestations de la maîtrise d'œuvre (visa au maître de l'ouvrage, des décomptes des prestations après vérification du maître d'œuvre, compte rendus de chantiers, planning de chantier...)*

Assistance pendant la phase de réception

- *Assistance du maître de l'ouvrage pendant les opérations préalables à la réception*
- *Assistance du maître de l'ouvrage lors de la réception des travaux*

Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement (GPA)

- *Assistance du maître de l'ouvrage en vue du règlement des litiges avec les entrepreneurs*
- *Suivi avec le maître d'œuvre des désordres pouvant apparaître durant l'année de parfait achèvement*
- *Conseil et assistance en cas de mise en œuvre des assurances*

Article 4 : remboursement des frais de fonctionnement de l'assistance

Article 4.1 : principe de calcul

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des conduites d'opération de travaux donne lieu à une facturation proratisée en fonction du montant de l'opération.

Les montants exprimés sont tous en € Hors Taxe.

Montant d'opération : ce montant est défini par les frais dus par la commune pour la réalisation de l'opération.

Il comprend :

- Les coûts estimés des travaux
- Pour les opérations de bâtiment un cout forfaitaire de 15% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maitrise d'œuvre, levers topo, diagnostics, sondages, bureau de contrôle, coordination sécurité, ...)
- Pour les opérations de voirie un cout forfaitaire de 10% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maitrise d'œuvre, levers topo, concessionnaires de réseaux, foncier, géotechnie, sondages, coordination sécurité, ...)
- Ne sont pas inclus dans ce coût d'opération :
Les frais éventuels d'acquisition foncière, les frais éventuels d'assurance, et tout autres frais liés au fonctionnement de la commune dans le cadre de cette opération.

Sur la base de ce montant, les frais de fonctionnement du service de la CoVe mis à disposition sont calculés de la manière suivante :

- Pour la tranche des premiers 100 000€, 3%
- Pour la tranche de 100 000 à 500 000€, 2,5%
- Pour la tranche au-delà de 500 000€, 2%.

Pour une opération complète, les paiements interviennent :

- A la signature de la convention, pour 25%
- Au terme de la phase faisabilité / programmation, pour 5%
- Au terme de la phase de conception et de passation des marchés de travaux, pour 30%
- Au terme de la phase de suivi des travaux et de la réception, pour 40%.

Pour les opérations en cours, il est appliqué au montant du calcul fondé sur le coût de l'opération, le pourcentage correspondant aux phases à réaliser.

Pour chacune de ces phases restantes, le paiement s'effectue pour 25% à leur commencement et pour 75% à leur achèvement. Il en est de même pour des opérations conditionnelles et/ou complémentaires.

A l'issue de l'opération, ou le cas échéant à l'issue de chaque tranche, et sur production du décompte général définitif des dépenses de celle-ci, le coût d'assistance de la CoVe est recalculé, toujours sur la base des éléments pris en compte (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôles, à l'exclusion des acquisitions foncières et immobilières ainsi que des assurances).

Si le coût final est supérieur au coût estimatif retenu dans la présente convention, la commune s'acquitte du complément ; s'il est inférieur, la CoVe rembourse la commune du trop-perçu.

Article 4.2 : calcul du coût de la mise à disposition de la présente convention

Pour la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, le montant d'opération retenu est de :

Etude et travaux pour la mise aux normes PMR de l'école :	180 000 € HT
15% de l'estimation travaux pour les frais d'études :	27 000 € HT
Soit un ensemble à :	207 000 € HT

Le coût théorique de l'assistance pour l'opération complète est donc calculé ainsi :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	100 000 €	3%	3 000 €
100 000 € - 500 000 €	107 000 €	2.5%	2 675 €
Coût d'opération	207 000 €	Coût de référence assistance complète	5 675 €

En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe s'élève à :

5 675 € HT.

Article 5 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée des deux parties.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée des deux parties. En ce cas, les parties conviennent du règlement financier de la terminaison de la convention.

Article 7 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la CoVe

Le Maire

Guy REY

Gaby BEZERT

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-76

Objet : cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section BI n°278 ; 276 ; 279 ; 280 ; 282 ; 287 à Carpentras à la SAS UN AIR D'ICI.

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code général des impôts, en particulier l'article 268 ;

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération du conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu les décisions de la commission d'attribution du 23 novembre 2016 et du 9 juin 2017, au regard de l'examen des candidatures, d'attribuer deux terrains constitués, d'une part de la parcelle cadastrée section BI n°278 à Carpentras, et d'autre part des parcelles cadastrées section BI n°276, 279, 280, 282, 287 à Carpentras, à la SAS Un air d'ici (fabrication bio, distributeur de fruits secs, graines, biscuits apéritifs) dont le siège social est à Carpentras(84200), France, 922, avenue JF Kennedy, identifiée au SIRENE sous le numéro 433 902 491, représentée par son président-directeur général, Monsieur Franck Bonfils,

Vu les promesses unilatérales de vente notifiées à l'acquéreur en dates du 6 décembre 2016 et du 18 juillet 2017, acceptées par ce dernier le 18 juillet 2017 et prorogées en date du 1 mars 2018 ;

Considérant que les terrains objet du projet de cession sont constitués des parcelles cadastrées section BI 278 et BI 276, 279, 280, 282 et 287, d'une contenance totale de 18 227 m², au lieu-dit Bellecour IV à Carpentras,

Vu les avis de France Domaine en dates du 20/04/2018 et du 4/09/2018 déterminant la valeur vénale de ces terrains à 25€/m²,

DECIDE

Article 1 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à l'effet de signer l'acte authentique de vente avec la SAS Un air d'ici, au capital de 115 750 Euros, dont le siège est à CARPENTRAS (84200), FRANCE, 922 avenue JF Kennedy, identifiée sous le numéro 433 902 491, représentée par son Président directeur général, Monsieur Franck Bonfils, pour un terrain à bâtir constitué des parcelles cadastrées section BI 278 et BI 276, 279, 280, 282, 287 d'une contenance de 18 227 m², au lieu-dit Bellecour IV à Carpentras, au prix principal de CINQ CENT QUARANTE-SIX MILLE HUIT CENT DIX EUROS (546 810,00 EUR), taxe sur la valeur ajoutée incluse. Le prix hors taxe s'élève à : QUATRE CENT CINQUANTE-CINQ MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (455 675,00 EUR). La taxe sur la valeur ajoutée s'élève à QUATRE-VINGT-ONZE MILLE CENT TRENTE-CINQ EUROS (91 135,00 EUR).

Article 2 : L'acte authentique de vente sera passé devant la société civile professionnelle « Stéphanie JEANJEAN-BOUDON et Henri PASSEBOIS Notaires associés » sise 24, Place du Docteur Cavaillon, 84205 Carpentras cedex – France.

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 19 NOV 2018

Publication par affichage le : 19 NOV 2018

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 16 novembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Fouchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique

SERVICE : Pôle d'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9

Téléphone : 04.90.80.41.45

Courriel : ddfip84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 20/04/2018

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND

Téléphone : 04.90.80.41.36

Portable : 06.33.29.80.10

Courriel : christele.morand@dgfip.finances.gouv.fr

Vos réf. : demande du 12/03/2018

Réf. LIDO : 2018-84031V0373-03

à

M. LE PRÉSIDENT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)

1171, AVENUE DU MONT VENTOUX

CS 30085

84203

CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN À VIABILISER

ADRESSE DU BIEN : CHEMIN DE VILLEFRANCHE /TERRADOU À CARPENTRAS (84200)

VALEUR VENALE 90.700€ (25€/m²)

1 – SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Laetitia ALLAMANDI / Thierry BOREL

2 –

Date de consultation

12/03/2018

Date de réception

15/03/2018

Demande de renseignements

27/03/2018

Réponse

28/03/2018

Visite

Néant

Date de constitution du dossier "en état"

15/03/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession des terrains à viabiliser.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

BI 276

Superficie :

3.628m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain à bâtir.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Origine de propriété : Acquisition du 23/01/2012 (12P1296) des parcelles BI 5, 218 et 220 d'une superficie de 26.657m² au prix de 360.000€ (la parcelle BI 276 est issue de la parcelle BI 5) au prix de 360.000€ soit 13,50€/m².

situation d'occupation :

Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone 1Aue du PLU : zone réservée aux activités économiques et aux commerces, situé quartier Bellecour et quartier des Croisières.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 90.700€ (25€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,
L'Inspecteur Des Finances Publiques
Évaluateur



Christel MORAND



N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique

SERVICE : Pôle d'Évaluation Domaniale d'Avignon
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9

Téléphone : 04.90.80.41.45

Courriel : ddip84.pgp.domaine@dgfp.finances.gouv.fr

Le 20/04/2018

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND

Téléphone : 04.90.80.41.36

Portable : 06.33.29.80.10

Courriel : christele.morand@dgfp.finances.gouv.fr

Vos réf. : demande du 12/03/2018

Réf. LIDO : 2018-84031V0373-04

à

M. LE PRÉSIDENT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)

1171, AVENUE DU MONT VENTOUX

CS 30085

84203

CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : Terrain à viabiliser

ADRESSE DU BIEN : CHEMIN DE VILLEFRANCHE /TERRADOU A CARPENTRAS (84200)

VALEUR VENALE 127.150€ (25€/m²)

1 – SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Laetitia ALLAMANDI / Thierry BOREL

2 –

Date de consultation

12/03/2018

Date de réception

15/03/2018

Demande de renseignements

27/03/2018

Réponse

28/03/2018

Visite

Néant

Date de constitution du dossier "en état" 15/03/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession des terrains à viabiliser.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

BI 278

Superficie :

5.086m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain à bâtir.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Origine de propriété : Acquisition du 23/01/2012 (12P1296) des parcelles BI 5, 218 et 220 d'une superficie de 26.657m² au prix de 360.000€ (la parcelle BI 278 est issue de la parcelle BI 5) au prix de 360.000€ soit 13,50€/m².

situation d'occupation :

Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone 1AUe du PLU : zone réservée aux activités économiques et aux commerces, situé quartier Bellecour et quartier des Croisières.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 127.150€ (25€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

L'Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique

Le 04/09/2018

SERVICE : POLE D'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes
Alpes et de Vaucluse)

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84097 AVIGNON CEDEX 9

Téléphone : 04.90.80.41.45

Courriel : ddfig84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND

Téléphone : 04.90.80.41.36

Portable : 06.33.29.80.10

Courriel : christele.morand@dgfip.finances.gouv.fr

Vos réf. : demande du 28/08/2018

Réf. LIDO : 2018-84031V1090

à

M. LE PRÉSIDENT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)

1171, AVENUE DU MONT VENTOUX
CS 30085

84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN

ADRESSE DU BIEN : ALLÉE BELLECOUR, TERRADOU À CARPENTRAS (84200)

VALEUR VENALE 5.700€

1 - SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN
Thierry BOREL

2 -

Date de consultation

28/08/2018

Date de réception

30/08/2018

Visite

12/05/2016 par Mme GRUSON-DAVID

Date de constitution du dossier "en état"

30/08/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession d'une parcelle communale.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

BI 279 (anciennement BI 4)

Superficie :

228m²

Description du bien :

Il s'agit d'une parcelle de terrain plat, recouvert de terre, non viabilisé au nord du site à céder

5 - SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires :

COVE

Origine de propriété :

Acquisition du 23/01/2012 (12P1296) de la parcelle BI 4 (cabanon) au
prix global de 325.000€ avec la parcelle BI 6 bâtie.

situation d'occupation :

Libre

6 - URBANISME ET RÉSEAUX

Zone 1AUe du PLU : zone réservée aux activités économiques et aux commerces, situé quartier
Bellecour et quartier des Croisières.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 5.700€ (25€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

L'Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique

SERVICE : Pôle d'Évaluation Domaniale d'Avignon
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9

Téléphone : 04.90.80.41.45

Courriel : ddflp84.pgp.domaine@dgflp.finances.gouv.fr

Le 20/04/2018

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND

Téléphone : 04.90.80.41.36

Portable : 06.33.29.80.10

Courriel : christele.morand@dgflp.finances.gouv.fr

Vos réf. : demande du 12/03/2018

Réf. LIDO : 2018-84031V0373-05

à

M. LE PRÉSIDENT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)

1171, AVENUE DU MONT VENTOUX

CS 30085

84203

CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : Terrain à viabiliser

ADRESSE DU BIEN : CHEMIN DE VILLEFRANCHE /TERRADOU à CARPENTRAS (84200)

VALEUR VENALE 127.150€ (25€/m²)

1 – SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Laetitia ALLAMANDI / Thierry BOREL

2 –

Date de consultation

12/03/2018

Date de réception

15/03/2018

Demande de renseignements

27/03/2018

Réponse

28/03/2018

Visite

Néant

Date de constitution du dossier "en état" 15/03/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession des terrains à viabiliser.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

BI 280

Superficie :

1.225m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain à bâtir.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Origine de propriété : Acquisition du 23/01/2012 (12P1296) des parcelles BI 6 et 4 d'une superficie de 1.488m² avec logements et cabanon au prix de 325.000€ (la parcelle BI 280 est issue de la parcelle BI 6) au prix de 360.000€ soit 218,41€/m².

situation d'occupation :

Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone 1AUe du PLU : zone réservée aux activités économiques et aux commerces, situé quartier Bellecour et quartier des Croisières.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 30.625€ (25€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

L'Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique
SERVICE : PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)
Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9
Téléphone : 04.90.80.41.45
Courriel : ddfip84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 20/04/2018

L'Administrateur Général des Finances
Publiques
Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND
Téléphone : 04.90.80.41.36
Portable : 06.33.29.80.10
Courriel : christele.morand@dgfip.finances.gouv.fr
Vos réf. : demande du 12/03/2018
Réf. LIDO : 2018-84031V0373-06

à

M. LE PRÉSIDENT
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)
1171, AVENUE DU MONT VENTOUX
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN À VIABILISER

ADRESSE DU BIEN : CHEMIN DE VILLEFRANCHE /TERRADOU À CARPENTRAS (84200)

VALEUR VENALE 196.100€ (25€/m²)

1 – SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Laetitia ALLAMANDI / Thierry BOREL

2 –

Date de consultation	12/03/2018
Date de réception	15/03/2018
Demande de renseignements	27/03/2018
Réponse	28/03/2018
Visite	Néant
Date de constitution du dossier "en état"	15/03/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession des terrains à viabiliser.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : BI 282

Superficie : 7.844m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain à bâtir.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Origine de propriété : Acquisition du 23/01/2012 (I2P1296) des parcelles BI 5, 218 et 220 d'une superficie de 26.657m² au prix de 360.000€ (la parcelle BI 282 est issue de la parcelle BI 218) au prix de 360.000€ soit 13,50€/m².

situation d'occupation : Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone 1AUe du PLU : zone réservée aux activités économiques et aux commerces, situé quartier Bellecour et quartier des Croisières.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 196.100€ (25€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

L'Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND



N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique

Le 20/04/2018

SERVICE : POLE D'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9

Téléphone : 04.90.80.41.45

Courriel : ddfip84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND

Téléphone : 04.90.80.41.36

Portable : 06.33.29.80.10

Courriel : christele.morand@dgfip.finances.gouv.fr

Vos réf. : demande du 12/03/2018

Réf. LIDO : 2018-84031V0373-07

à

M. LE PRÉSIDENT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)

1171, AVENUE DU MONT VENTOUX

CS 30085

84203

CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN À VIABILISER

ADRESSE DU BIEN : CHEMIN DE VILLEFRANCHE /TERRADOU A CARPENTRAS (84200)

VALEUR VÉNALE 5.550€ (25€/m²)

1 - SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Laetitia ALLAMANDI / Thierry BOREL

2 -

Date de consultation

12/03/2018

Date de réception

15/03/2018

Demande de renseignements

27/03/2018

Réponse

28/03/2018

Visite

Néant

Date de constitution du dossier "en état" 15/03/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession des terrains à viabiliser.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : BI 287

Superficie : 222m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain à bâtir.

5 - SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Origine de propriété : Acquisition du 23/01/2012 (12P1296) des parcelles BI 5, 218 et 220 d'une superficie de 26.657m² au prix de 360.000€ (la parcelle BI 287 est issue de la parcelle BI 220) au prix de 360.000€ soit 13,50€/m².

situation d'occupation : Libre

6 - URBANISME ET RÉSEAUX

Zone 1AUe du PLU : zone réservée aux activités économiques et aux commerces, situé quartier Bellecour et quartier des Croisières.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 5.550€ (25€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

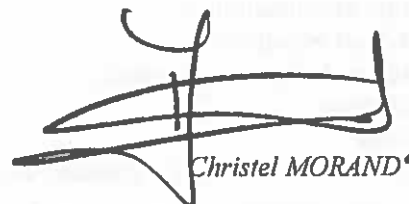
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

L'Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND*

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-77

Objet : cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section BK 1027 et BK 1025 ; 1026 ; 1028 ; 1029 à Carpentras à CMCIC LEASE et BPI FRANCE financement au profit d'ateliers bio de Provence.

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code général des impôts, en particulier l'article 268 ;

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération du conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la délibération 187-13 du Conseil de communauté du 16 décembre 2013 fixant le prix de cession des lots n°12 et n°13 de l'Ecoparc Vaucluse Bellecour III à 40 € HT/m², prise au vu de l'avis des Domaines en date du 12 août 2013,

Vu les décisions de la commission d'attribution du 3 mars 2016 et du 9 juin 2017, au regard de l'examen des candidatures, d'attribuer deux lots constitués des parcelles BK 1027 (lot 12) et BK 1025, 1026, 1028, 1029 (lot 13) à la SARL Ateliers bio de Provence (fabrication de pâtes alimentaires et plats cuisinés bio) dont le siège social est à CARPENTRAS (84200), FRANCE, 150, allée de Bellecour, identifiée au SIRENE sous le numéro 448 199 877, représentée par sa co-gérante, Mme Béatrice Darcas,

Vu les promesses unilatérales de vente notifiées à l'acquéreur en dates du 22 mars 2016 et du 3 juillet 2017, acceptées par ce dernier le 5 avril 2016 et le 6 juillet 2017, et prorogées en dates du 26 octobre 2016 et du 3 juillet 2017 ;

Considérant que les terrains objet du projet de cession sont constitués des parcelles cadastrées section BK 1027 (lot 12) et BK 1025, 1026, 1028, 1029 (lot 13) d'une contenance globale de 15 647 m², au lieu-dit écoparc Vaucluse Bellecour III à Carpentras,

Vu l'avis de France Domaine du 6/02/2014 déterminant la valeur vénale des terrains entre 40 et 45€ /m²,

Vu la délibération TARIFAIRE BIII

Vu les délibérations n°112-16 et n°139-17 du conseil communautaire accordant bonification du foncier aménagé au profit de la société Ateliers bio de Provence pour les lots 12 et 13 de l'écoparc Vaucluse Bellecour III, soit un prix de cession de 36,89 € HT/m² ;

Considérant que les sociétés CMCIC LEASE et BPI FRANCE FINANCEMENT agissent pour le compte d'un preneur à crédit-bail la SCI BBI – BELLECOUR BIO IMMOBILIER au capital de 10 000 euros dont le siège social est à CARPENTRAS (84200), 150 allée Bellecour, identifiée au SIREN sous le numéro 842 480 691, lui-même assurant le portage immobilier de l'opération pour la SARL ATELIERS BIO DE PROVENCE ;

Nomenclature : 3.2.2. Domaine et patrimoine- Aliénations- autres cessions

Acquitté en PREFECTURE le: 16/11/2018

DECIDE

Article 1 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à l'effet de signer l'acte authentique de vente avec la société CMCIC LEASE Société anonyme à directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 64.399.232,00 €, dont le siège est à PARIS 2^{ème} arrondissement (75002), 48 rue des Petits Champs, identifiée au SIREN sous le numéro 332778224 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS et BPI FRANCE FINANCEMENT Société anonyme, au capital de 750.860.784 €, dont le siège est à MAISONS-ALFORT (94700), 27-31 Avenue du Général Leclerc, identifiée au SIREN sous le numéro 320 252 489 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL, pour un terrain à bâtir constitué des parcelles cadastrées section BK 1027 (lot 12) et BK 1025, 1026, 1028, 1029 (lot 13) d'une contenance de 15 647 m², au lieu-dit écoparc Vacluse Bellecour III à Carpentras, au prix principal de SIX CENT QUARANTE-QUATRE MILLE CENT TRENTE-SIX EUROS QUATRE-VINGT-DOUZE CENTIMES (644 136,92 EUR), taxe sur la valeur ajoutée sur la marge incluse. Le prix hors taxe s'élève à : CINQ CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE DEUX CENT DIX-SEPT EUROS ET QUATRE-VINGT-TROIS CENTIMES (577 217,83 EUR). La taxe sur la valeur ajoutée sur marge s'élève à SOIXANTE-SIX MILLE NEUF CENT DIX-NEUF EUROS ET NEUF CENTIMES (66 919,09 EUR),

Article 2 : L'acte authentique de vente sera passé devant la société civile professionnelle « Stéphanie JEANJEAN-BOUDON et Henri PASSEBOIS Notaires associés » sise 24, Place du Docteur Cavaillon, 84205 Carpentras cedex - France

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

16 NOV 2018

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 16 novembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Morteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille seize le dix octobre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 10 OCTOBRE 2016

Date de convocation : 4 octobre 2016

Affiché le : 18 octobre 2016

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 46 (délibérations n°138-16 et n°139-16), 47 (délibération n°110-16), 48 (délibérations n°111-16 à n°115-16, n°118-16 à n°127-16, n°140-16 à n°152-16), 49 (délibérations n°116-16 et n°117-16, n°128-16 à n°137-16)

Nombre de votants : 55 (délibérations n°138-16 et n°139-16), 56 (délibération n°110-16), 57 (délibérations n°111-16 à n°115-16, n°118-16 à n°127-16, n°140-16 à n°152-16), 58 (délibérations n°116-16 et n°117-16, n°128-16 à n°137-16)

Nombre d'absents excusés : 5 (délibérations n°138-16 et n°139-16) 4 (délibération n°110-16), 3 (délibérations n°111-16 à n°115-16, n°118-16 à n°127-16, n°140-16 à n°152-16), 2 (délibérations n°116-16 et n°117-16, n°128-16 à n°137-16)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY (délibérations n°111-16 à n°152-16) – France MIRTO – André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON – Franck DUPAS – Joël BOTREAU (délibérations n°116-16 à n°152-16) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Bernard BOSSAN – Jacqueline RENOU – Hélène CABASSY – Bruno GANDON – Hervé de LÉPINAU (délibérations n°110-16 à n°137-16 et n°140-16 à n°152-16) – Julien LANGARD – Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant d'Éric UGHETTO) (délibérations n°110-16 à n°137-16) Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque Alric : absent excusé La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON – Bénédicte MARTIN Mazan : Aimé NAVELLO – Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : procuration de vote Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (délibérations n°110-16 à n°140-16) Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : absent excusé Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD – Yvette GUIOU à Christiane MARCHELLO-NIZIA – Pauline DREANO à Bernard BOSSAN – Gérard ROLLAND à Serge ANDRIEU – Karine GUEZ à Franck DUPAS – Jean-Pierre CAVIN à Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON – Jeanne YVAN à Hervé de LÉPINAU – Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO – Christian RIPERT à Guy GIRARD – Ghislain GRICOURT à François ILLE (délibérations n°141-16 à n°152-16).

ABSENTS EXCUSÉS : Guy REY (délibération n°110-16) – Joël BOTREAU (délibérations n°110-16 à n°115-16 incluse) – Francis JULLIEN – Jean-Alain MAZAS – Léopold MEYNAUD (délibérations n°118-16 à n°127-16 incluse) – Hervé de LÉPINAU et Jeanne YVAN (délibérations n°138-16 et n°139-16) – Christian MEFFRE (délibérations n°138-16 à n°152-16).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Gérard BORGIO

Délibération n°112-16

Direction générale des services -Service développement économique

Objet : Bonification du foncier aménagé au profit de la société Ateliers bio de Provence sur le lot 12 de l'Ecoparc Vaucluse Bellecour III

Conseil de communauté du 10 octobre 2016

Délibération n°112-16

Direction générale des services -Service développement économique

Objet : Bonification du foncier aménagé au profit de la société Ateliers bio de Provence sur le lot 12 de l'Ecoparc Vaucluse Bellecour III

Le Conseil de communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération n° 186-13 du 16 décembre 2013 portant règlement des cessions immobilières aux fins de développement économique dans les zones d'activité économique de la CoVe, en particulier ses articles 3.1 A et 3.2, permettant l'octroi d'une bonification sur le prix de cession,

Vu la délibération n°187-13 du Conseil de communauté du 16 décembre 2013, autorisant une politique tarifaire spécifique et localisant aux macro-lots la mesure de bonification du foncier aménagé sur le parc d'activité de Bellecour III,

Considérant que le projet d'implantation économique présenté par la société Ateliers bio de Provence répond aux critères cumulatifs d'éligibilité à une bonification du prix de cession du foncier, à savoir :

- 4) la société est un acteur majeur de la filière agroalimentaire,
- 5) le projet architectural sera validé par une commission ad hoc incluant l'architecte conseil du CAUE et fixera le niveau d'exigence architectural,
- 6) le projet assure la création de 13 emplois à 3-5 ans

Vu la commission d'attribution du 3 mars 2016,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CONSENTIR une aide indirecte à la société Ateliers bio de Provence ou sa structure de portage immobilier moyennant une bonification de 3,11 € par m² sur le prix du terrain aménagé dans l'Ecoparc Vaucluse Bellecour III à Carpentras, lot n°12 d'une superficie de 8 834 m², pour un montant de 27 473,74 euros HT.

Article 2 : DE CONDITIONNER l'octroi de la bonification par la CoVe à la signature d'une convention particulière avec la bénéficiaire, dans laquelle cette dernière s'engage notamment :

- à respecter les critères donnant lieu à la bonification sur le prix de cession ;
- à répondre à toute demande en ce sens émanant de la CoVe et à présenter en fin d'opération le bilan de la réalisation des critères ;
- le cas échéant, à rembourser tout ou partie de la bonification, selon l'appréciation du degré du non-respect des critères donnant lieu à celle-ci.

Transmis en Préfecture le : 1 8 OCT. 2016

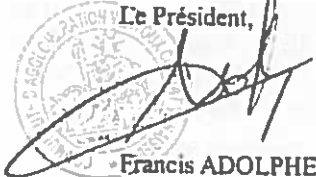
Publication par affichage le : 1 8 OCT. 2016

Exécutoire le : 1 8 OCT. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél. 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquiescée en PRÉFECTURE le 16/10/2016

L'an deux mille dix sept le neuf octobre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 OCTOBRE 2017

Date de convocation : 3 octobre 2017

Affichée le : 3 octobre 2017

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 41 (délibérations n°135-17 à 136-17 et n°155-17 à 168-17), 42 (délibérations n°137-17 à 154-17)

Nombre de votants : 51 (délibérations n°135-17 à 136-17), 52 (délibérations n°137-17 à 168-17)

Nombre d'absents excusés : 9 (délibérations n°135-17 à 136-17), 8 (délibérations n°137-17 à 168-17)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS (délibérations n°135-17 à 154-17) - Yvette GUIOU (délibérations n°137-17 à 168-17) - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET suppléant de Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Raymond MORIN suppléant de Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD - Franck DUPAS à Jean-Pierre CAVIN (délibérations n°155-17 à 168-17) - Joël BOTREAU à Francis ADOLPHE - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND à Bernard BOSSAN - Karine GUEZ à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU à Bruno GANDON - Guy GIRARD à Gilles VÈVE - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON - Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO - Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER

ABSENTS EXCUSÉS : Stéphane GAUBIAC - Yvette GUIOU (délibérations n°135-17 à 136-17) - Hélène CABASSY - Hervé de LÉPINAU - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ - Éric UGHETTO - Francis JULLIEN - Jean-Alain MAZAS

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Louis BONNET

Conseil communautaire du 9 octobre 2017

Délibération n°139-17

Direction développement économique et touristique

Objet : Bonification du foncier aménagé au profit de la société Ateliers bio de Provence sur le lot 13 de l'Ecoparc Vaucluse Bellecour III

Conseil communautaire du 9 octobre 2017

Délibération n°139-17

Direction développement économique et touristique

Objet : Bonification du foncier aménagé au profit de la société Ateliers bio de Provence sur le lot 13 de l'Ecoparc Vaucluse Bellecour III

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le statut de la CoVe et la définition de l'intérêt communautaire chapitre A et C en matière de développement économique,

Vu la délibération N°187-13 du conseil communautaire du 16 décembre 2013, autorisant une politique tarifaire spécifique et localisant aux macro-lots la mesure de bonification du foncier aménagé sur le parc d'activité de Bellecour III,

Considérant que le projet d'implantation économique présenté par la société Ateliers bio de Provence répond aux critères cumulatifs d'éligibilité à une bonification du prix de cession du foncier, à savoir :

- la société est un acteur majeur de la filière agroalimentaire,
- le projet architectural sera validé par une commission ad hoc incluant l'architecte conseil du CAUE et fixera le niveau d'exigence architectural,
- le projet assure la création de 10 emplois à 3 ans

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, l'emploi et l'aérodrome,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CONSENTIR à une aide indirecte à la société Ateliers bio Provence ou sa structure de portage immobilière moyennant une bonification de 3,11 € par m² sur le prix du terrain aménagé dans l'Ecoparc Vaucluse Bellecour III à Carpentras, lot N°13 d'une superficie de 6 813 m², pour un montant de 21 188,43 euros HT.

Article 2 : DE CONDITIONNER l'octroi de la bonification par la CoVe à la signature d'une convention particulière avec la bénéficiaire, dans laquelle cette dernière s'engage notamment:

- à respecter les critères donnant lieu à la bonification sur le prix de cession ;
- à répondre à toute demande en ce sens émanant de la CoVe et à présenter en fin d'opération le bilan de la réalisation des critères ;
- le cas échéant, à rembourser tout ou partie de la bonification, selon l'appréciation du degré du non-respect des critères donnant lieu à celle-ci.

Transmis en Préfecture le :

13 OCT 2017

Publication par affichage le :

13 OCT 2017

Exécutoire le :

13 OCT 2017

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 18/10/2018



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE VAUCLUSE
SERVICE FRANCE DOMAINE
Cité administrative – Avenue du 7^{ème} Génie
CS 90043
84098 AVIGNON CEDEX 9

Avignon, le 6 février 2014

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISIN
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

Affaire suivie par : Sylvie BOSSARD

COURRIEL : sylvie.bossard-gomez@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 90 80 41 46

CONTROLE DES OPERATIONS
IMMOBILIERES SUR LA VALEUR VENALE

VENTE AMIALE

Dossier n° 2014-031V0116

1 - Propriétaire : Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

2 - Date de réception de la demande d'avis : 28 janvier 2014

3 - Opération soumise au contrôle (Objet et but) : Demande d'estimation de la valeur vénale au m² de différents lots situés dans la zone d'activité de Bellecour III à Carpentras, en cours d'aménagement, pour cession.

4 - Situation du bien : CARPENTRAS

- Adresse : Lieu-dit « Terradou »

- Références cadastrales : BK n° 878, 897, 899, 880, 885, 670, 13, 849, 816, 832 et 843

- Superficie totale : 64 047 m²

5 - Description sommaire :

Parcelles en cours d'aménagement situées dans la zone d'activité de Bellecour III pour création de 15 lots d'une superficie comprise entre 1 931 m² et 7 286 m². Des compléments de viabilisation seront nécessaires.

6 - Réglementation d'urbanisme :

- PLU de la commune de CARPENTRAS

- Zone : Aue - Terrains non urbanisés dont le développement est prévu à court, moyen et long terme.

Les terrains concernés par la vente correspondent à des lots viabilisés qui s'apparentent à des terrains situés en zone UE (qui jouxte d'ailleurs le secteur aménagé par la COVE).

7 - Situation locative :

libre [X]

occupé []

8 - Origine de propriété : Acquisitions diverses dont les plus importantes entre 2009 et 2012.

9 - Conditions de la vente : Amiable

10 - Valeur vénale de l'immeuble ou du droit cédé :

Le prix de vente prévu pour la commercialisation des lots , sur la base de 40 €/ m² à 45 €/m², se situe dans les valeurs du marché et n'appelle donc pas d'observation.

11 - Clauses particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante ou du plomb ainsi que de la destruction de termites ou autres insectes xylophages.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques



Sylvie BOSSARD
Inspectrice

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-78

Objet : Mise à disposition d'un local au bénéfice de l'association de l'amicale des parents d'élèves de l'école intercommunale de Crillon le brave – Modène – St Pierre de Vassols

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, la CoVe, portant compétence facultative en matière d'actions éducatives et à ce titre en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'équipements scolaires d'intérêt communautaire ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 86 du 17 décembre 2001 définissant l'intérêt communautaire de l'école intercommunale de Crillon le Brave – Modène – Saint Pierre de Vassols ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président ;

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la demande formulée par l'Amicale des parents d'élèves de l'école intercommunale de Crillon le Brave – Modène – St Pierre de Vassols consistant à disposer d'un local pour stocker du matériel servant à organiser des manifestations qui contribuent au financement du projet d'école ;

Vu le projet de convention de mise à disposition d'un local par la CoVe au sein de l'école intercommunale de Crillon le Brave – Modène – St Pierre de Vassols ; au bénéfice de l'association de l'Amicale des parents d'élèves de l'école intercommunale de Crillon le Brave – Modène – St Pierre de Vassols ;

Décide

Article 1 : DE SIGNER la convention de mise à disposition d'un local par la CoVe au sein de l'école intercommunale de Crillon le Brave – Modène – St Pierre de Vassols au bénéfice de l'association de l'Amicale des parents d'élèves de l'école intercommunale de Crillon le Brave – Modène – St Pierre de Vassols pour y stocker du matériel servant à organiser des manifestations qui contribuent au financement du projet d'école.

Article 2 : DE CONSENTIR l'autorisation d'occupation d'un local de l'école intercommunale à titre gratuit pour une durée de trois ans.

Article 3 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

20 NOV 2018

Publication par affichage le :

20 NOV 2018

Exécutoire le :

20 NOV 2018

Fait à Carpentras, le 19 novembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN
AU BÉNÉFICE DE L'AMICALE DES PARENTS D'ÉLÈVES DE L'ÉCOLE
INTERCOMMUNALE DE CRILLON LE BRAVE – MODÈNE – ST PIERRE DE VASSOLS**

Entre les soussignés:

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dont le siège est situé au 1171, avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras Cedex, ci-après désignée « la CoVe », représentée par son Président en exercice Monsieur Guy REY, autorisé par la décision n°2018-78 prise en vertu d'une délégation d'attributions du Conseil de Communauté en date du 19 juillet 2018,

d'une part,
et

l'Amicale des parents d'élèves de l'école intercommunale de Crillon le Brave, Modène, St Pierre de Vassols, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Stéphanie GIL, dont le siège est situé en Mairie de Saint Pierre de Vassols, Avenue de la pinède , 84330 St Pierre de Vassols ci-après désignée « l'association »,

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit:

L'association a sollicité la CoVe pour disposer d'un local dans l'enceinte de l'école RPI de Crillon le Brave, Modène, St Pierre de Vassols pour stocker du matériel servant à organiser des manifestations qui contribuent au financement du projet d'école.

ARTICLE 1: Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition, par la CoVe, à titre gratuit, d'un local de rangement à l'intérieur des locaux de l'école RPI de Crillon le Brave, Modène, St Pierre de Vassols dont elle est gestionnaire au bénéfice de l'association afin de la soutenir dans la poursuite de ses objectifs. Les locaux mis à disposition sont les suivants :

- local au sein de l'établissement de St Pierre de Vassols (cf plan ci-joint).

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe. Elle est consentie à titre précaire et révocable à tout moment pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 2: Durée

La présente convention rendue exécutoire sera conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par les parties. Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement exprès.

ARTICLE 3: Etat des locaux

L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant les bien connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

ARTICLE 4: Conditions d'utilisation et destination des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'association pour stocker le matériel lui appartenant et servant à organiser les manifestations entrant dans le cadre de ses missions.

L'utilisation du local se fera obligatoirement en la présence d'au moins un représentant de l'association.

L'association, ses membres et ses préposés devront respecter les règles d'ordre public, d'hygiène et de bonnes mœurs.

ARTICLE 5: Obligations de l'association

5.1. Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association déclare :

- Avoir souscrit une police d'assurance conformément à l'article 6 ci-après.
- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières données par le directeur d'école et s'engage à les appliquer.
- Avoir procédé avec le directeur d'école à une visite de l'établissement et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées.
- Avoir constaté avec le directeur d'école l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

5.2. Au cours de l'utilisation des locaux, l'association s'engage:

- À en assurer le gardiennage.
- À contrôler les entrées et les sorties des participants.
- À faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Assurer le nettoyage des locaux utilisés et des voies d'accès.
- À réparer ou indemniser la CoVe pour les dégâts matériels éventuellement commis.
- À veiller au respect du matériel de la CoVe déjà entreposé dans le local.

ARTICLE 6: Assurances

La CoVe déclare que les locaux mis à disposition sont assurés, en sa qualité de gestionnaire.

L'association s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de dégâts des eaux et contre tout risque locatif et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue. L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction ou la remise en état des locaux. L'association devra s'acquitter du paiement de toute prime. L'association transmettra chaque année une copie du contrat d'assurance en cours de validité.

ARTICLE 7: Responsabilité, recours

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la CoVe et des tiers à la présente convention des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions du présent bail, de son fait ou de celui de ses membres et préposés.

L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition.

ARTICLE 8: Cession, sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits par l'association, toute cession de droits en résultant est interdite. De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux objets de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

ARTICLE 9: Dénonciation, résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations contenues dans la présente convention celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant une mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La révocation pour motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 10: Transmission au représentant de l'Etat

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982, la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Fait à Carpentras le
en deux exemplaires.

Pour la CoVe,
Le Président,

Pour l'association,
La Présidente,

Guy REY

Stéphanie GIL

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-79

Objet : Réalisation d'un emprunt de 96 000€ auprès du Crédit Mutuel Dauphiné Vivarais pour financer le programme d'investissement 2018 du budget annexe « Camping le Brégoux »

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

VU la délibération n°92-18 du 19 juillet 2018, portant délégation d'attributions du conseil de communauté au Président,

VU l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

CONSIDERANT que pour financer le programme d'investissement 2018 du Camping Le Brégoux, il est nécessaire de recourir à un financement par emprunt à hauteur de 96 000€,

CONSIDERANT que la proposition faite par le Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarais présente les conditions financières les plus intéressantes,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter l'offre dont les principales caractéristiques sont énoncées ci-dessous :

- montant du prêt : **96 000€**
- durée du prêt : **20 ans**
- périodicité : **trimestrielle**
- échéance : **échéances constantes (capital + intérêts)**
- taux d'intérêts : **1,54 %**
- frais de dossier : **150 €**

ARTICLE 2 : Le Directeur Général de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 30 NOV 2018

Publication par affichage le : 30 NOV 2018

Exécutoire le : 30 NOV 2018

Fait à Carpentras, le 30 NOV 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-80

Objet : Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Le Barroux pour les années 2016 et 2017

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour les années 2016 et 2017 auprès de la commune de Le Barroux,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Le Barroux et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de Le Barroux pour les années 2016 et 2017.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 30 NOV 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS
DE LA CoVe AUPRES DE LA COMMUNE DE LE BARROUX**

Préambule :

La commune et la CoVe avaient été liées par une précédente convention de mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications.

A l'échéance de celle-ci le 31 décembre 2015, les parties sont convenues de poursuivre le partenariat dont l'objet de la présente est de constater l'effectivité jusqu'au 31 décembre 2017.

La commune ayant après cette date conclu avec la CoVe une convention cadre pour la mise à disposition des services de la Cove, parmi lesquels le service des systèmes d'information et télécommunications.

La poursuite du partenariat pourra donner lieu à une nouvelle convention s'inscrivant dans ce nouveau cadre.

Exposé des motifs

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, offre la possibilité aux « *services d'un établissement public de coopération intercommunale (d')être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services* ».

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transférées et pour assurer son fonctionnement de manière générale, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe) dispose, au sein de sa direction des ressources et des moyens, d'un service des systèmes d'information et télécom composé d'agents communautaires spécialisés et formés dans ces domaines, placés sous l'autorité d'un chef de service.

Les communes membres de la CoVe, pour l'exercice de leurs propres compétences et pour le fonctionnement général de leur organisation, disposent de la même manière de moyens informatiques et télécoms pour la gestion de leur système d'information.

Cependant, ces communes membres de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ne peuvent pas toujours se doter d'un service spécifiquement dédié et formé pour assurer la pérennité de leurs systèmes d'information.

En conséquence, la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécoms de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1 issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 15 novembre 2010, approuvant le principe de la mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications de la CoVe auprès de ses communes membres,

Il est conclu une convention de mise à disposition de service entre :

Acquitté en PREFECTURE le: 30/11/2018

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, agissant par délégation d'attribution spécifique du Conseil de Communauté en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

et d'autre part, la Commune du Barroux, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

Article 1 : objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de prestations d'assistance et de gestion du parc, du système et du réseau informatique et télécom relevant de l'administration communale.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention reconnaît l'effectivité de la mise à disposition du service pour les années 2016 et 2017.

Article 3 : nomenclature et coût des prestations

Le service des systèmes d'information et télécom de la CoVe peut assurer, en exécution de la convention, les prestations suivantes regroupées en cinq catégories :

1. VEILLE TECHNIQUE DU PARC MATERIEL :

Objectifs : ➤ maintenir en état de fonctionnement le parc informatique uniquement sur le plan matériel, le faire évoluer, et à la demande l'augmenter.

Prestations incluses :

- Inventaire du parc avec étiquetage de chaque matériel pris en charge.
- Prise en charge de la gestion d'une panne : diagnostic et recherche d'une solution.
- Relation avec le constructeur en cas de panne sous garantie ou avec un réparateur agréé si la panne matériel est non réparable par les soins du service mis à disposition, lequel n'est pas un atelier de réparation.
- Suivant le type de panne, comme par exemple une destruction de disque dur, la réinstallation complète du poste est assurée : système d'exploitation, réinstallation des logiciels métiers, etc.

Prestations non incluses :

- Le coût de réparation dans un atelier spécialisé si cela s'avérait nécessaire.
- Le coût des pièces détachées.
- Les achats de matériels au sens large.
- Tout ce qui relève de l'assistance : un matériel qui ne fonctionne pas à cause d'une prise électrique débranchée, ou une connectique débranchée (clavier, souris, écran ...)
- Les dysfonctionnements liés :

- à une mauvaise utilisation du matériel
 - à la présence de virus ou autre
 - à une installation de logiciel par une personne ne faisant pas partie du service des systèmes d'information de la CoVe.
- En règle générale : Les problèmes liés à d'autres causes que le matériel ne sont pas intégrés.

COUT

Forfait maintenance annuelle d'un poste (hors pièces) : ce coût intègre un remplacement tous les 6 ans	75,00 €	
Forfait maintenance d'une imprimante :	28,14 €	
COÛTS DIVERS SUPPLEMENTAIRES :		
installation d'un nouvel ordinateur	197,00 €	compris maintenance année n et n+1 + une heure d'assistance
<u>installation d'un serveur :</u>		
<i>installation et intégration dans un domaine existant</i>	338,00 €	
<i>surcoût si contrôleur de domaine unique :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs (car création nécessaire)
<i>surcoût si serveur de fichier :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs
<i>autres prestations :</i>	sur devis	

2. GESTION DU SYSTEME INFORMATIQUE COMMUNAL

Objectifs :

- Connaître le parc logiciel installé sur les matériels, suivi des contrats éventuellement associés à ces logiciels. Prise en charge de la maintenance préventive et de la gestion des sauvegardes.

Prestations incluses

- inventaire permanent des logiciels installés :
 - inventaire technique : licences, lieu d'installation,
 - inventaire administratif (renseignements comptables liés au paiement : date achat, numéro facture, numéro inventaire comptable, imputation etc + contrats éventuellement associés)
- maintenance préventive : redémarrage des serveurs (2 à 4 fois/mois),
- contrôle quotidien des sauvegardes (contrôle à distance)

Prestations non incluses :

- la gestion technique des logiciels (maintenance, mise à jour ou autres).
- Les changements quotidiens du support de sauvegarde (bande magnétique ou autre).
- Tout ce qui est prévu dans d'autres rubriques.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 394 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

3. VEILLE TECHNIQUE LOGICIELLE :

Objectifs : ➤ maintenir le parc logiciel en état de bon fonctionnement ; maintenir les logiciels métiers à jour : soit mise à jour corrective, soit évolutive. Ces mises à jour étant fournies par l'éditeur du logiciel.

Prestations incluses en illimités :

- mise à jour des logiciels fournis par les éditeurs.
- Installation de versions correctives

Prestations non incluses :

- Coût des contrats de maintenance liés aux logiciels qui reste à la charge de la commune.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 281 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

4. GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE :

Objectifs : ➤ Gérer le réseau informatique et/ou téléphonique du bâtiment (câblage et actifs réseaux)

Cela permet de gérer le poste de travail dans son ensemble : poste informatique et poste téléphonique. En cas de création d'un poste de travail ou d'un déménagement, le service mis à disposition gère la problématique des connexions réseau, le but n'étant toutefois pas de se substituer à une entreprise de câblage.

Prestations incluses en illimités :

- L'inventaire du réseau filaire et des actifs (switch ou autre)
- Les opérations de brassages dans les baies informatiques ou téléphoniques
- La prise en charge de la gestion des pannes sur le réseau ;

Prestations non incluses :

- Les fournitures

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes : Nombre de postes x par coefficient 1.25 x 28.14€
----------------	--

Ces quatre premières familles de prestations sont indépendantes les unes des autres. Au commencement de la convention, la commune notifie à la CoVe celles qu'elle choisit pour la durée d'exécution de celle-ci.

A tout moment, en cours d'exécution de la convention, la Commune peut demander à bénéficier d'une catégorie de prestation qu'elle n'avait pas initialement sélectionnée, jusqu'au terme de la convention. Elle adresse pour cela un courrier à la CoVe. En fonction du plan de charge de son service des systèmes d'information et télécom, la CoVe s'engage à tout mettre alors en œuvre pour répondre favorablement à la demande exprimée par la Commune et fixera le cas échéant la date de commencement de cette prestation non initialement sélectionnée. Dans ce cas, ladite prestation sera remboursée au prorata temporis la première année.

5. CONTRAT D'ASSISTANCE :

Objectifs :

- Permettre à la commune d'accéder à tous types de prestations : assistance à l'utilisation de l'outil informatique, formation, études diverses

COUT

assistance à l'utilisation ou formation ; système de forfait ticket horaire :	281,00 €	Forfait de 10 heures minimum :
---	----------	--------------------------------

Au commencement de la convention et à tout moment en cours d'exécution de celle-ci, la Commune peut commander un forfait d'assistance, par tranches de dix heures.

Les coûts affichés dans le présent article sont établis sur la base de l'année 2015.

Article 4 : remboursement des frais de mise à disposition du service

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition qui se sont élevés à 3 675,53 € pour les années 2016 et 2017 et qui sont détaillés dans l'annexe jointe à la convention.

Article 5 : modalités de fonctionnement du service mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statut et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, en application de l'article 166 de la loi du 13 août 2004 précitée, le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune. En particulier, le chef du service mis à disposition proposera à la Commune un entretien annuel de bilan et de perspectives.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras le

le Barroux, le 22 OCT. 2018

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,



Bernard DONNET



Annexe : Coût mise à disposition service des systèmes d'information et de télécommunications
2016 et 2017

Récapitulatif des prestations sélectionnées :

1. Veille technique du parc matériel (maintenance)
2. Gestion du système informatique communal
4. Gestion du réseau informatique
5. Contrat d'assistance

LE BARROUX	2016	2017
Nombre de postes	7	9
dont écoles	0	0
Nombre d'imprimantes	2	2
Nombre forfait assistance	1	1
Maintenance parc ordinateurs	525,00 €	675,00 €
Maintenance parc imprimantes	56,28 €	56,28 €
Assistance	281,00 €	281,00 €
Reliquat au 31/12/2015	-4 H	
Contrat gestion système informatique	590,94 €	647,22 €
Gestion réseau informatique bâtiments	246,23 €	317,00 €
Total	1 699,45 €	1 976,08 €
Total 2016 et 2017	3 675,53 €	

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-81

Objet : Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Beaumes de Venise pour les années 2016 et 2017

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour les années 2016 et 2017 auprès de la commune de Beaumes de Venise,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Beaumes de Venise et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de Beaumes de Venise pour les années 2016 et 2017.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 30 NOV 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS
DE LA CoVe AUPRES DE LA COMMUNE DE BEAUMES DE VENISE**

Préambule :

La commune et la CoVe avaient été liées par une précédente convention de mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications.

A l'échéance de celle-ci le 31 décembre 2015, les parties sont convenues de poursuivre le partenariat dont l'objet de la présente est de constater l'effectivité jusqu'au 31 décembre 2017.

La commune ayant après cette date conclu avec la CoVe une convention cadre pour la mise à disposition des services de la Cove, parmi lesquels le service des systèmes d'information et télécommunications.

La poursuite du partenariat pourra donner lieu à une nouvelle convention s'inscrivant dans ce nouveau cadre.

Exposé des motifs

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, offre la possibilité aux « *services d'un établissement public de coopération intercommunale (d')être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services* ».

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transférées et pour assurer son fonctionnement de manière générale, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe) dispose, au sein de sa direction des ressources et des moyens, d'un service des systèmes d'information et télécom composé d'agents communautaires spécialisés et formés dans ces domaines, placés sous l'autorité d'un chef de service.

Les communes membres de la CoVe, pour l'exercice de leurs propres compétences et pour le fonctionnement général de leur organisation, disposent de la même manière de moyens informatiques et télécoms pour la gestion de leur système d'information.

Cependant, ces communes membres de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ne peuvent pas toujours se doter d'un service spécifiquement dédié et formé pour assurer la pérennité de leurs systèmes d'information.

En conséquence, la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécoms de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1 issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 15 novembre 2010, approuvant le principe de la mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications de la CoVe auprès de ses communes membres,

Il est conclu une convention de mise à disposition de service entre :

Acquitté en PREFECTURE le: 30/11/2018

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, agissant par délégation d'attribution spécifique du Conseil de Communauté en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

et d'autre part, la Commune de Beaumes de Venise, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

Article 1 : objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de prestations d'assistance et de gestion du parc, du système et du réseau informatique et télécom relevant de l'administration communale.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention reconnaît l'effectivité de la mise à disposition du service pour les années 2016 et 2017.

Article 3 : nomenclature et coût des prestations

Le service des systèmes d'information et télécom de la CoVe peut assurer, en exécution de la convention, les prestations suivantes regroupées en cinq catégories :

1. VEILLE TECHNIQUE DU PARC MATERIEL :

Objectifs : ➤ maintenir en état de fonctionnement le parc informatique uniquement sur le plan matériel, le faire évoluer, et à la demande l'augmenter.

Prestations incluses :

- Inventaire du parc avec étiquetage de chaque matériel pris en charge.
- Prise en charge de la gestion d'une panne : diagnostic et recherche d'une solution.
- Relation avec le constructeur en cas de panne sous garantie ou avec un réparateur agréé si la panne matériel est non réparable par les soins du service mis à disposition, lequel n'est pas un atelier de réparation.
- Suivant le type de panne, comme par exemple une destruction de disque dur, la réinstallation complète du poste est assurée : système d'exploitation, réinstallation des logiciels métiers, etc.

Prestations non incluses :

- Le coût de réparation dans un atelier spécialisé si cela s'avérerait nécessaire.
- Le coût des pièces détachées.
- Les achats de matériels au sens large.
- Tout ce qui relève de l'assistance : un matériel qui ne fonctionne pas à cause d'une prise électrique débranchée, ou une connectique débranchée (clavier, souris, écran ...)
- Les dysfonctionnements liés :
 - à une mauvaise utilisation du matériel

- à la présence de virus ou autre
- à une installation de logiciel par une personne ne faisant pas partie du service des systèmes d'information de la CoVe.
- En règle générale : Les problèmes liés à d'autres causes que le matériel ne sont pas intégrés.

COUT

Forfait maintenance annuelle d'un poste (hors pièces) : ce coût intègre un remplacement tous les 6 ans	75.00 €	
Forfait maintenance d'une imprimante :	28,14 €	
COÛTS DIVERS SUPPLEMENTAIRES :		
installation d'un nouvel ordinateur	197,00 €	compris maintenance année n et n+1 + une heure d'assistance
<u>installation d'un serveur :</u>		
<i>installation et intégration dans un domaine existant</i>	338,00 €	
<i>surcoût si contrôleur de domaine unique :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs (car création nécessaire)
<i>surcoût si serveur de fichier :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs
<i>autres prestations :</i>	sur devis	

2. GESTION DU SYSTEME INFORMATIQUE COMMUNAL

Objectifs :

- Connaître le parc logiciel installé sur les matériels, suivi des contrats éventuellement associés à ces logiciels. Prise en charge de la maintenance préventive et de la gestion des sauvegardes.

Prestations incluses

- inventaire permanent des logiciels installés :
 - inventaire technique : licences, lieu d'installation,
 - inventaire administratif (renseignements comptables liés au paiement : date achat, numéro facture, numéro inventaire comptable, imputation etc + contrats éventuellement associés)
- maintenance préventive : redémarrage des serveurs (2 à 4 fois/mois),
- contrôle quotidien des sauvegardes (contrôle à distance)

Prestations non incluses :

- la gestion technique des logiciels (maintenance, mise à jour ou autres).
- Les changements quotidiens du support de sauvegarde (bande magnétique ou autre).
- Tout ce qui est prévu dans d'autres rubriques.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 394 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

3. VEILLE TECHNIQUE LOGICIELLE :

Objectifs : ➤ maintenir le parc logiciel en état de bon fonctionnement ; maintenir les logiciels métiers à jour : soit mise à jour corrective, soit évolutive. Ces mises à jour étant fournies par l'éditeur du logiciel.

Prestations incluses en illimités :

- mise à jour des logiciels fournis par les éditeurs.
- Installation de versions correctives

Prestations non incluses :

- Coût des contrats de maintenance liés aux logiciels qui reste à la charge de la commune.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 281 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

4. GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE :

Objectifs : ➤ Gérer le réseau informatique et/ou téléphonique du bâtiment (câblage et actifs réseaux)

Cela permet de gérer le poste de travail dans son ensemble : poste informatique et poste téléphonique. En cas de création d'un poste de travail ou d'un déménagement, le service mis à disposition gère la problématique des connexions réseau, le but n'étant toutefois pas de se substituer à une entreprise de câblage.

Prestations incluses en illimités :

- L'inventaire du réseau filaire et des actifs (switch ou autre)
- Les opérations de brassages dans les baies informatiques ou téléphoniques
- La prise en charge de la gestion des pannes sur le réseau ;

Prestations non incluses :

- Les fournitures

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes : Nombre de postes x par coefficient 1.25 x 28.14€
----------------	--

Ces quatre premières familles de prestations sont indépendantes les unes des autres. Au commencement de la convention, la commune notifie à la CoVe celles qu'elle choisit pour la durée d'exécution de celle-ci.

A tout moment, en cours d'exécution de la convention, la Commune peut demander à bénéficier d'une catégorie de prestation qu'elle n'avait pas initialement sélectionnée, jusqu'au terme de la convention. Elle adresse pour cela un courrier à la CoVe. En fonction du plan de charge de son service des systèmes d'information et télécom, la CoVe s'engage à tout mettre alors en œuvre pour répondre favorablement à la demande exprimée par la Commune et fixera le cas échéant la date de commencement de cette prestation non initialement sélectionnée. Dans ce cas, ladite prestation sera remboursée au prorata temporis la première année.

5. CONTRAT D'ASSISTANCE :

Objectifs :

- Permettre à la commune d'accéder à tous types de prestations : assistance à l'utilisation de l'outil informatique, formation, études diverses

COUT

assistance à l'utilisation ou formation ; système de forfait ticket horaire :	281,00 €	Forfait de 10 heures minimum :
---	----------	--------------------------------

Au commencement de la convention et à tout moment en cours d'exécution de celle-ci, la Commune peut commander un forfait d'assistance, par tranches de dix heures.

Les coûts affichés dans le présent article sont établis sur la base de l'année 2015.

Article 4 : remboursement des frais de mise à disposition du service

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition qui se sont élevés à 6 956,92 € pour les années 2016 et 2017 et qui sont détaillés dans l'annexe jointe à la convention.

Article 5 : modalités de fonctionnement du service mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statut et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, en application de l'article 166 de la loi du 13 août 2004 précitée, le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune. En particulier, le chef du service mis à disposition proposera à la Commune un entretien annuel de bilan et de perspectives.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

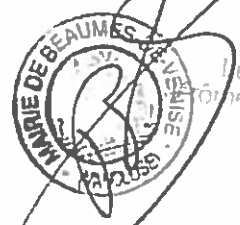
Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,

Le Maire,
Philippe BOULETIN

Annexe : Coût mise à disposition service des systèmes d'information et de télécommunications
2016 et 2017

Récapitulatif des prestations sélectionnées :

- 1. Veille technique du parc matériel (maintenance)
- 4. Gestion du réseau informatique
- 5. Contrat d'assistance

BEAUMES DE VENISE	2016	2017
Nombre de postes	28	28
dont écoles	28	28
Nombre d'imprimantes	4	4
Nombre forfait assistance	1	1
Maintenance parc ordinateurs	2 100,00 €	2 100,00 €
Maintenance parc imprimantes	112,56 €	112,56 €
Assistance	281,00 €	281,00 €
Gestion réseau informatique bâtiments	984,90 €	984,90 €
Total	3 478,46 €	3 478,46 €
Total 2016 et 2017	6 956,92 €	

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-82

Objet : Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Caromb pour les années 2016 et 2017

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour les années 2016 et 2017 auprès de la commune de Caromb,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Caromb et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de Caromb pour les années 2016 et 2017.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS
DE LA CoVe AUPRES DE LA COMMUNE DE CAROMB**

Préambule :

La commune et la CoVe avaient été liées par une précédente convention de mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications.

A l'échéance de celle-ci le 31 décembre 2015, les parties sont convenues de poursuivre le partenariat dont l'objet de la présente est de constater l'effectivité jusqu'au 31 décembre 2017.

La commune ayant après cette date conclu avec la CoVe une convention cadre pour la mise à disposition des services de la Cove, parmi lesquels le service des systèmes d'information et télécommunications.

La poursuite du partenariat pourra donner lieu à une nouvelle convention s'inscrivant dans ce nouveau cadre.

Exposé des motifs

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, offre la possibilité aux « *services d'un établissement public de coopération intercommunale (d'être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services* ».

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transférées et pour assurer son fonctionnement de manière générale, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe) dispose, au sein de sa direction des ressources et des moyens, d'un service des systèmes d'information et télécom composé d'agents communautaires spécialisés et formés dans ces domaines, placés sous l'autorité d'un chef de service.

Les communes membres de la CoVe, pour l'exercice de leurs propres compétences et pour le fonctionnement général de leur organisation, disposent de la même manière de moyens informatiques et télécoms pour la gestion de leur système d'information.

Cependant, ces communes membres de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ne peuvent pas toujours se doter d'un service spécifiquement dédié et formé pour assurer la pérennité de leurs systèmes d'information.

En conséquence, la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécoms de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1 issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 15 novembre 2010, approuvant le principe de la mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications de la CoVe auprès de ses communes membres,

Il est conclu une convention de mise à disposition de service entre :



Acquitté en PREFECTURE le: 30/11/2018

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, agissant par délégation d'attribution spécifique du Conseil de Communauté en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

et d'autre part, la Commune de Caromb, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

Article 1 : objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de prestations d'assistance et de gestion du parc, du système et du réseau informatique et télécom relevant de l'administration communale.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention reconnaît l'effectivité de la mise à disposition du service pour les années 2016 et 2017.

Article 3 : nomenclature et coût des prestations

Le service des systèmes d'information et télécom de la CoVe peut assurer, en exécution de la convention, les prestations suivantes regroupées en cinq catégories :

1. VEILLE TECHNIQUE DU PARC MATERIEL :

Objectifs : ➤ maintenir en état de fonctionnement le parc informatique uniquement sur le plan matériel, le faire évoluer, et à la demande l'augmenter.

Prestations incluses :

- Inventaire du parc avec étiquetage de chaque matériel pris en charge.
- Prise en charge de la gestion d'une panne : diagnostic et recherche d'une solution.
- Relation avec le constructeur en cas de panne sous garantie ou avec un réparateur agréé si la panne matériel est non réparable par les soins du service mis à disposition, lequel n'est pas un atelier de réparation.
- Suivant le type de panne, comme par exemple une destruction de disque dur, la réinstallation complète du poste est assurée : système d'exploitation, réinstallation des logiciels métiers, etc.

Prestations non incluses :

- Le coût de réparation dans un atelier spécialisé si cela s'avérait nécessaire.
- Le coût des pièces détachées.
- Les achats de matériels au sens large.
- Tout ce qui relève de l'assistance : un matériel qui ne fonctionne pas à cause d'une prise électrique débranchée, ou une connectique débranchée (clavier, souris, écran ...)
- Les dysfonctionnements liés :

- à une mauvaise utilisation du matériel
 - à la présence de virus ou autre
 - à une installation de logiciel par une personne ne faisant pas partie du service des systèmes d'information de la CoVe.
- En règle générale : Les problèmes liés à d'autres causes que le matériel ne sont pas intégrés.

COUT

Forfait maintenance annuelle d'un poste (hors pièces) : ce coût intègre un remplacement tous les 6 ans	75,00 €	
Forfait maintenance d'une imprimante :	28,14 €	
COÛTS DIVERS SUPPLEMENTAIRES :		
installation d'un nouvel ordinateur	197,00 €	compris maintenance année n et n+1 + une heure d'assistance
<u>installation d'un serveur :</u> <i>installation et intégration dans un domaine existant</i>	338,00 €	
<i>surcoût si contrôleur de domaine unique :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs (car création nécessaire)
<i>surcoût si serveur de fichier :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs
<i>autres prestations :</i>	sur devis	

2. GESTION DU SYSTEME INFORMATIQUE COMMUNAL

Objectifs :

- Connaître le parc logiciel installé sur les matériels, suivi des contrats éventuellement associés à ces logiciels. Prise en charge de la maintenance préventive et de la gestion des sauvegardes.

Prestations incluses

- inventaire permanent des logiciels installés :
 - inventaire technique : licences, lieu d'installation,
 - inventaire administratif (renseignements comptables liés au paiement : date achat, numéro facture, numéro inventaire comptable, imputation etc + contrats éventuellement associés)
- maintenance préventive : redémarrage des serveurs (2 à 4 fois/mois),
- contrôle quotidien des sauvegardes (contrôle à distance)

Prestations non incluses :

- la gestion technique des logiciels (maintenance, mise à jour ou autres).
- Les changements quotidiens du support de sauvegarde (bande magnétique ou autre).
- Tout ce qui est prévu dans d'autres rubriques.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 394 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

3. VEILLE TECHNIQUE LOGICIELLE :

Objectifs : ➤ maintenir le parc logiciel en état de bon fonctionnement ; maintenir les logiciels métiers à jour : soit mise à jour corrective, soit évolutive. Ces mises à jour étant fournies par l'éditeur du logiciel.

Prestations incluses en illimités :

- mise à jour des logiciels fournis par les éditeurs.
- Installation de versions correctives

Prestations non incluses :

- Coût des contrats de maintenance liés aux logiciels qui reste à la charge de la commune.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 281 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

4. GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE :

Objectifs : ➤ Gérer le réseau informatique et/ou téléphonique du bâtiment (câblage et actifs réseaux)

Cela permet de gérer le poste de travail dans son ensemble : poste informatique et poste téléphonique. En cas de création d'un poste de travail ou d'un déménagement, le service mis à disposition gère la problématique des connexions réseau, le but n'étant toutefois pas de se substituer à une entreprise de câblage.

Prestations incluses en illimités :

- L'inventaire du réseau filaire et des actifs (switch ou autre)
- Les opérations de brassages dans les baies informatiques ou téléphoniques
- La prise en charge de la gestion des pannes sur le réseau ;

Prestations non incluses :

- Les fournitures

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes : Nombre de postes x par coefficient 1.25 x 28.14€
----------------	--

Ces quatre premières familles de prestations sont indépendantes les unes des autres. Au commencement de la convention, la commune notifie à la CoVe celles qu'elle choisit pour la durée d'exécution de celle-ci.

A tout moment, en cours d'exécution de la convention, la Commune peut demander à bénéficier d'une catégorie de prestation qu'elle n'avait pas initialement sélectionnée, jusqu'au terme de la convention. Elle adresse pour cela un courrier à la CoVe. En fonction du plan de charge de son service des systèmes d'information et télécom, la CoVe s'engage à tout mettre alors en œuvre pour répondre favorablement à la demande exprimée par la Commune et fixera le cas échéant la date de commencement de cette prestation non initialement sélectionnée. Dans ce cas, ladite prestation sera remboursée au prorata temporis la première année.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, en application de l'article 166 de la loi du 13 août 2004 précitée, le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune. En particulier, le chef du service mis à disposition proposera à la Commune un entretien annuel de bilan et de perspectives.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras

le 18-10-2018

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,



Le Maire,

Théopold REYNAUD

5. CONTRAT D'ASSISTANCE :

Objectifs :

- Permettre à la commune d'accéder à tous types de prestations : assistance à l'utilisation de l'outil informatique, formation, études diverses

COUT

assistance à l'utilisation ou formation ; système de forfait ticket horaire :	281,00 €	Forfait de 10 heures minimum :
---	----------	--------------------------------

Au commencement de la convention et à tout moment en cours d'exécution de celle-ci, la Commune peut commander un forfait d'assistance, par tranches de dix heures.

Les coûts affichés dans le présent article sont établis sur la base de l'année 2015.

Article 4 : remboursement des frais de mise à disposition du service

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition qui se sont élevés à 14 000,50 € pour les années 2016 et 2017 et qui sont détaillés dans l'annexe jointe à la convention.

Article 5 : modalités de fonctionnement du service mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statut et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

LD

Annexe : Coût mise à disposition service des systèmes d'information et de télécommunications
2016 et 2017

Récapitulatif des prestations sélectionnées :

1. Veille technique du parc matériel (maintenance)
2. Gestion du système informatique communal
3. Veille technique logicielle
4. Gestion du réseau informatique
5. Contrat d'assistance

CAROMB	2016	2017
Nombre de postes	38	38
dont écoles	5	5
Nombre d'imprimantes	0	0
Nombre forfait assistance	1	1
Maintenance parc ordinateurs	2 850,00 €	2 850,00 €
Assistance	281,00 €	281,00 €
Veille technique logicielle	1 210,02 €	1 210,02 €
Contrat gestion système informatique	1 322,58 €	1 322,58 €
Gestion réseau informatique bâtiments	1 336,65 €	1 336,65 €
Total	7 000,25 €	7 000,25 €
Total 2016 et 2017	14 000,50 €	

Lh.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-83

Objet : Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Flassan pour les années 2016 et 2017

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour les années 2016 et 2017 auprès de la commune de Flassan,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Flassan et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de Flassan pour les années 2016 et 2017.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 19 NOV. 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,


Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS
DE LA CoVe AUPRES DE LA COMMUNE DE FLASSAN**

Préambule :

La commune et la CoVe avaient été liées par une précédente convention de mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications.

A l'échéance de celle-ci le 31 décembre 2015, les parties sont convenues de poursuivre le partenariat dont l'objet de la présente est de constater l'effectivité jusqu'au 31 décembre 2017.

La commune ayant après cette date conclu avec la CoVe une convention cadre pour la mise à disposition des services de la Cove, parmi lesquels le service des systèmes d'information et télécommunications.

La poursuite du partenariat pourra donner lieu à une nouvelle convention s'inscrivant dans ce nouveau cadre.

Exposé des motifs

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, offre la possibilité aux « *services d'un établissement public de coopération intercommunale (d')être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services* ».

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transférées et pour assurer son fonctionnement de manière générale, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe) dispose, au sein de sa direction des ressources et des moyens, d'un service des systèmes d'information et télécom composé d'agents communautaires spécialisés et formés dans ces domaines, placés sous l'autorité d'un chef de service.

Les communes membres de la CoVe, pour l'exercice de leurs propres compétences et pour le fonctionnement général de leur organisation, disposent de la même manière de moyens informatiques et télécoms pour la gestion de leur système d'information.

Cependant, ces communes membres de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ne peuvent pas toujours se doter d'un service spécifiquement dédié et formé pour assurer la pérennité de leurs systèmes d'information.

En conséquence, la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécoms de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1 issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 15 novembre 2010, approuvant le principe de la mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications de la CoVe auprès de ses communes membres,

Il est conclu une convention de mise à disposition de service entre :

Acquitté en PREFECTURE le: 30/11/2018

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, agissant par délégation d'attribution spécifique du Conseil de Communauté en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

et d'autre part, la Commune de Flassan, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

Article 1 : objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de prestations d'assistance et de gestion du parc, du système et du réseau informatique et télécom relevant de l'administration communale.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention reconnaît l'effectivité de la mise à disposition du service pour les années 2016 et 2017.

Article 3 : nomenclature et coût des prestations

Le service des systèmes d'information et télécom de la CoVe peut assurer, en exécution de la convention, les prestations suivantes regroupées en cinq catégories :

1. VEILLE TECHNIQUE DU PARC MATERIEL :

Objectifs : ➤ maintenir en état de fonctionnement le parc informatique uniquement sur le plan matériel, le faire évoluer, et à la demande l'augmenter.

Prestations incluses :

- Inventaire du parc avec étiquetage de chaque matériel pris en charge.
- Prise en charge de la gestion d'une panne : diagnostic et recherche d'une solution.
- Relation avec le constructeur en cas de panne sous garantie ou avec un réparateur agréé si la panne matériel est non réparable par les soins du service mis à disposition, lequel n'est pas un atelier de réparation.
- Suivant le type de panne, comme par exemple une destruction de disque dur, la réinstallation complète du poste est assurée : système d'exploitation, réinstallation des logiciels métiers, etc.

Prestations non incluses :

- Le coût de réparation dans un atelier spécialisé si cela s'avérait nécessaire.
- Le coût des pièces détachées.
- Les achats de matériels au sens large.
- Tout ce qui relève de l'assistance : un matériel qui ne fonctionne pas à cause d'une prise électrique débranchée, ou une connectique débranchée (clavier, souris, écran ...)
- Les dysfonctionnements liés :

- à une mauvaise utilisation du matériel
 - à la présence de virus ou autre
 - à une installation de logiciel par une personne ne faisant pas partie du service des systèmes d'information de la CoVe.
- En règle générale : Les problèmes liés à d'autres causes que le matériel ne sont pas intégrés.

COUT

Forfait maintenance annuelle d'un poste (hors pièces) : ce coût intègre un remplacement tous les 6 ans	75.00 €	
Forfait maintenance d'une imprimante :	28,14 €	
COÛTS DIVERS SUPPLEMENTAIRES :		
installation d'un nouvel ordinateur	197,00 €	compris maintenance année n et n+1 + une heure d'assistance
<u>installation d'un serveur :</u> <i>installation et intégration dans un domaine existant</i>	338,00 €	
<i>surcoût si contrôleur de domaine unique :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs (car création nécessaire)
<i>surcoût si serveur de fichier :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs
<i>autres prestations :</i>	sur devis	

2. GESTION DU SYSTEME INFORMATIQUE COMMUNAL

Objectifs :

- Connaître le parc logiciel installé sur les matériels, suivi des contrats éventuellement associés à ces logiciels. Prise en charge de la maintenance préventive et de la gestion des sauvegardes.

Prestations incluses

- inventaire permanent des logiciels installés :
 - inventaire technique : licences, lieu d'installation,
 - inventaire administratif (renseignements comptables liés au paiement : date achat, numéro facture, numéro inventaire comptable, imputation etc + contrats éventuellement associés)
- maintenance préventive : redémarrage des serveurs (2 à 4 fois/mois),
- contrôle quotidien des sauvegardes (contrôle à distance)

Prestations non incluses :

- la gestion technique des logiciels (maintenance, mise à jour ou autres).
- Les changements quotidiens du support de sauvegarde (bande magnétique ou autre).
- Tout ce qui est prévu dans d'autres rubriques.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 394 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

3. VEILLE TECHNIQUE LOGICIELLE :

Objectifs :

- maintenir le parc logiciel en état de bon fonctionnement ; maintenir les logiciels métiers à jour : soit mise à jour corrective, soit évolutive. Ces mises à jour étant fournies par l'éditeur du logiciel.

Prestations incluses en illimités :

- mise à jour des logiciels fournis par les éditeurs.
- Installation de versions correctives

Prestations non incluses :

- Coût des contrats de maintenance liés aux logiciels qui reste à la charge de la commune.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 281 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

4. GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE :

Objectifs :

- Gérer le réseau informatique et/ou téléphonique du bâtiment (câblage et actifs réseaux)

Cela permet de gérer le poste de travail dans son ensemble : poste informatique et poste téléphonique. En cas de création d'un poste de travail ou d'un déménagement, le service mis à disposition gère la problématique des connexions réseau, le but n'étant toutefois pas de se substituer à une entreprise de câblage.

Prestations incluses en illimités :

- L'inventaire du réseau filaire et des actifs (switch ou autre)
- Les opérations de brassages dans les baies informatiques ou téléphoniques
- La prise en charge de la gestion des pannes sur le réseau ;

Prestations non incluses :

- Les fournitures

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes : Nombre de postes x par coefficient 1.25 x 28.14€
----------------	--

Ces quatre premières familles de prestations sont indépendantes les unes des autres. Au commencement de la convention, la commune notifie à la CoVe celles qu'elle choisit pour la durée d'exécution de celle-ci.

A tout moment, en cours d'exécution de la convention, la Commune peut demander à bénéficier d'une catégorie de prestation qu'elle n'avait pas initialement sélectionnée, jusqu'au terme de la convention. Elle adresse pour cela un courrier à la CoVe. En fonction du plan de charge de son service des systèmes d'information et télécom, la CoVe s'engage à tout mettre alors en œuvre pour répondre favorablement à la demande exprimée par la Commune et fixera le cas échéant la date de commencement de cette prestation non initialement sélectionnée. Dans ce cas, ladite prestation sera remboursée au prorata temporis la première année.

5. CONTRAT D'ASSISTANCE :

Objectifs : ➤ Permettre à la commune d'accéder à tous types de prestations : assistance à l'utilisation de l'outil informatique, formation, études diverses

COUT

assistance à l'utilisation ou formation ; système de forfait ticket horaire :	281,00 €	Forfait de 10 heures minimum :
---	----------	--------------------------------

Au commencement de la convention et à tout moment en cours d'exécution de celle-ci, la Commune peut commander un forfait d'assistance, par tranches de dix heures.

Les coûts affichés dans le présent article sont établis sur la base de l'année 2015.

Article 4 : remboursement des frais de mise à disposition du service

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition qui se sont élevés à **1 472,18 €** pour les années 2016 et 2017 et qui sont détaillés dans l'annexe jointe à la convention.

Article 5 : modalités de fonctionnement du service mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statut et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, en application de l'article 166 de la loi du 13 août 2004 précitée, le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune. En particulier, le chef du service mis à disposition proposera à la Commune un entretien annuel de bilan et de perspectives.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,

Annexe : Coût mise à disposition service des systèmes d'information et de télécommunications
2016 et 2017

Récapitulatif des prestations sélectionnées :

1. Veille technique du parc matériel (maintenance)
2. Gestion du système informatique communal
4. Gestion du réseau informatique
5. Contrat d'assistance

FLASSAN	2016	2017
Nombre de postes	2	2
dont écoles	0	0
Nombre d'imprimantes	0	0
Nombre forfait assistance	1	0
Maintenance parc ordinateurs (1 ordinateur)	75,00 €	75,00 €
Assistance	281,00 €	0,00 €
Reliquat au 31/12/2015	3h30	
Contrat gestion système informatique	450,24 €	450,24 €
Gestion réseau informatique bâtiments	70,35 €	70,35 €
Total	876,59 €	595,59 €
Total 2016 et 2017	1 472,18 €	

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-84

Objet : Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de La Roque sur Pernes pour les années 2016 et 2017

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour les années 2016 et 2017 auprès de la commune de La Roque sur Pernes,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de La Roque sur Pernes et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de La Roque sur Pernes pour les années 2016 et 2017.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 30 NOV 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS
DE LA CoVe AUPRES DE LA COMMUNE DE LA ROQUE SUR PERNES**

Préambule :

La commune et la CoVe avaient été liées par une précédente convention de mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications.

A l'échéance de celle-ci le 31 décembre 2015, les parties sont convenues de poursuivre le partenariat dont l'objet de la présente est de constater l'effectivité jusqu'au 31 décembre 2017.

La commune ayant après cette date conclu avec la CoVe une convention cadre pour la mise à disposition des services de la Cove, parmi lesquels le service des systèmes d'information et télécommunications.

La poursuite du partenariat pourra donner lieu à une nouvelle convention s'inscrivant dans ce nouveau cadre.

Exposé des motifs

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, offre la possibilité aux « *services d'un établissement public de coopération intercommunale (d'être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services* ».

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transférées et pour assurer son fonctionnement de manière générale, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe) dispose, au sein de sa direction des ressources et des moyens, d'un service des systèmes d'information et télécom composé d'agents communautaires spécialisés et formés dans ces domaines, placés sous l'autorité d'un chef de service.

Les communes membres de la CoVe, pour l'exercice de leurs propres compétences et pour le fonctionnement général de leur organisation, disposent de la même manière de moyens informatiques et télécoms pour la gestion de leur système d'information.

Cependant, ces communes membres de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ne peuvent pas toujours se doter d'un service spécifiquement dédié et formé pour assurer la pérennité de leurs systèmes d'information.

En conséquence, la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécoms de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1 issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 15 novembre 2010, approuvant le principe de la mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications de la CoVe auprès de ses communes membres,

Il est conclu une convention de mise à disposition de service entre :

Acquitté en PREFECTURE le: 30/11/2018

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, agissant par délégation d'attribution spécifique du Conseil de Communauté en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

et d'autre part, la Commune de La Roque sur Pernes, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

Article 1 : objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de prestations d'assistance et de gestion du parc, du système et du réseau informatique et télécom relevant de l'administration communale.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention reconnaît l'effectivité de la mise à disposition du service pour les années 2016 et 2017.

Article 3 : nomenclature et coût des prestations

Le service des systèmes d'information et télécom de la CoVe peut assurer, en exécution de la convention, les prestations suivantes regroupées en cinq catégories :

1. VEILLE TECHNIQUE DU PARC MATERIEL :

Objectifs : ➤ maintenir en état de fonctionnement le parc informatique uniquement sur le plan matériel, le faire évoluer, et à la demande l'augmenter.

Prestations incluses :

- Inventaire du parc avec étiquetage de chaque matériel pris en charge.
- Prise en charge de la gestion d'une panne : diagnostic et recherche d'une solution.
- Relation avec le constructeur en cas de panne sous garantie ou avec un réparateur agréé si la panne matériel est non réparable par les soins du service mis à disposition, lequel n'est pas un atelier de réparation.
- Suivant le type de panne, comme par exemple une destruction de disque dur, la réinstallation complète du poste est assurée : système d'exploitation, réinstallation des logiciels métiers, etc.

Prestations non incluses :

- Le coût de réparation dans un atelier spécialisé si cela s'avérait nécessaire.
- Le coût des pièces détachées.
- Les achats de matériels au sens large.
- Tout ce qui relève de l'assistance : un matériel qui ne fonctionne pas à cause d'une prise électrique débranchée, ou une connectique débranchée (clavier, souris, écran ...)
- Les dysfonctionnements liés :

- à une mauvaise utilisation du matériel
- à la présence de virus ou autre
- à une installation de logiciel par une personne ne faisant pas partie du service des systèmes d'information de la CoVe.

- En règle générale : Les problèmes liés à d'autres causes que le matériel ne sont pas intégrés.

COUT

Forfait maintenance annuelle d'un poste (hors pièces) : ce coût intègre un remplacement tous les 6 ans	75,00 €	
Forfait maintenance d'une imprimante :	28,14 €	
COÛTS DIVERS SUPPLEMENTAIRES :		
installation d'un nouvel ordinateur	197,00 €	compris maintenance année n et n+1 + une heure d'assistance
<u>installation d'un serveur :</u>		
<i>installation et intégration dans un domaine existant</i>	338,00 €	
<i>surcoût si contrôleur de domaine unique :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs (car création nécessaire)
<i>surcoût si serveur de fichier :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs
<i>autres prestations :</i>	sur devis	

2. GESTION DU SYSTEME INFORMATIQUE COMMUNAL

Objectifs :

- Connaître le parc logiciel installé sur les matériels, suivi des contrats éventuellement associés à ces logiciels. Prise en charge de la maintenance préventive et de la gestion des sauvegardes.

Prestations incluses

- inventaire permanent des logiciels installés :
 - inventaire technique : licences, lieu d'installation,
 - inventaire administratif (renseignements comptables liés au paiement : date achat, numéro facture, numéro inventaire comptable, imputation etc + contrats éventuellement associés)
- maintenance préventive : redémarrage des serveurs (2 à 4 fois/mois),
- contrôle quotidien des sauvegardes (contrôle à distance)

Prestations non incluses :

- la gestion technique des logiciels (maintenance, mise à jour ou autres).
- Les changements quotidiens du support de sauvegarde (bande magnétique ou autre).
- Tout ce qui est prévu dans d'autres rubriques.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 394 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

3. VEILLE TECHNIQUE LOGICIELLE :

Objectifs :

- maintenir le parc logiciel en état de bon fonctionnement ; maintenir les logiciels métiers à jour : soit mise à jour corrective, soit évolutive. Ces mises à jour étant fournies par l'éditeur du logiciel.

Prestations incluses en illimités :

- mise à jour des logiciels fournis par les éditeurs.
- Installation de versions correctives

Prestations non incluses :

- Coût des contrats de maintenance liés aux logiciels qui reste à la charge de la commune.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 281 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

4. GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE :

Objectifs :

- Gérer le réseau informatique et/ou téléphonique du bâtiment (câblage et actifs réseaux)

Cela permet de gérer le poste de travail dans son ensemble : poste informatique et poste téléphonique. En cas de création d'un poste de travail ou d'un déménagement, le service mis à disposition gère la problématique des connexions réseau, le but n'étant toutefois pas de se substituer à une entreprise de câblage.

Prestations incluses en illimités :

- L'inventaire du réseau filaire et des actifs (switch ou autre)
- Les opérations de brassages dans les baies informatiques ou téléphoniques
- La prise en charge de la gestion des pannes sur le réseau ;

Prestations non incluses :

- Les fournitures

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes : Nombre de postes x par coefficient 1.25 x 28.14€
----------------	--

Ces quatre premières familles de prestations sont indépendantes les unes des autres. Au commencement de la convention, la commune notifie à la CoVe celles qu'elle choisit pour la durée d'exécution de celle-ci.

A tout moment, en cours d'exécution de la convention, la Commune peut demander à bénéficier d'une catégorie de prestation qu'elle n'avait pas initialement sélectionnée, jusqu'au terme de la convention. Elle adresse pour cela un courrier à la CoVe. En fonction du plan de charge de son service des systèmes d'information et télécom, la CoVe s'engage à tout mettre alors en œuvre pour répondre favorablement à la demande exprimée par la Commune et fixera le cas échéant la date de commencement de cette prestation non initialement sélectionnée. Dans ce cas, ladite prestation sera remboursée au prorata temporis la première année.

5. CONTRAT D'ASSISTANCE :

Objectifs :

- Permettre à la commune d'accéder à tous types de prestations : assistance à l'utilisation de l'outil informatique, formation, études diverses

COUT

assistance à l'utilisation ou formation ; système de forfait ticket horaire :	281,00 €	Forfait de 10 heures minimum :
---	----------	--------------------------------

Au commencement de la convention et à tout moment en cours d'exécution de celle-ci, la Commune peut commander un forfait d'assistance, par tranches de dix heures.

Les coûts affichés dans le présent article sont établis sur la base de l'année 2015.

Article 4 : remboursement des frais de mise à disposition du service

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition qui se sont élevés à 4 885,06 € pour les années 2016 et 2017 et qui sont détaillés dans l'annexe jointe à la convention.

Article 5 : modalités de fonctionnement du service mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statut et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, en application de l'article 166 de la loi du 13 août 2004 précitée, le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune. En particulier, le chef du service mis à disposition proposera à la Commune un entretien annuel de bilan et de perspectives.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

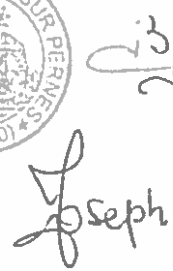
Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,




Joseph BERNHART

Annexe : **Coût mise à disposition service des systèmes d'information et de télécommunications
2016 et 2017**

Récapitulatif des prestations sélectionnées :

1. Veille technique du parc matériel (maintenance)
2. Gestion du système informatique communal
4. Gestion du réseau informatique
5. Contrat d'assistance

LA ROQUE SUR PERNES	2016	2017
Nombre de postes	14	14
dont écoles	6	6
Nombre d'imprimantes	0	0
Nombre forfait assistance	1	1
Maintenance parc ordinateurs	1 050,00 €	1 050,00 €
Assistance	281,00 €	281,00 €
Contrat gestion système informatique	619,08 €	619,08 €
Gestion réseau informatique bâtiments	492,45 €	492,45 €
Total	2 442,53 €	2 442,53 €
Total 2016 et 2017	4 885,06 €	

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-85

Objet : Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Sarrians pour les années 2016 et 2017

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour les années 2016 et 2017 auprès de la commune de Sarrians,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Sarrians et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de Sarrians pour les années 2016 et 2017.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécuté le :

Fait à Carpentras, le 30 NOV 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS
DE LA CoVe AUPRES DE LA COMMUNE DE SARRIANS**

Préambule :

La commune et la CoVe avaient été liées par une précédente convention de mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications.

A l'échéance de celle-ci le 31 décembre 2015, les parties sont convenues de poursuivre le partenariat dont l'objet de la présente est de constater l'effectivité jusqu'au 31 décembre 2017.

La commune ayant après cette date conclu avec la CoVe une convention cadre pour la mise à disposition des services de la Cove, parmi lesquels le service des systèmes d'information et télécommunications.

La poursuite du partenariat pourra donner lieu à une nouvelle convention s'inscrivant dans ce nouveau cadre.

Exposé des motifs

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, offre la possibilité aux « *services d'un établissement public de coopération intercommunale (d')être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services* ».

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transférées et pour assurer son fonctionnement de manière générale, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe) dispose, au sein de sa direction des ressources et des moyens, d'un service des systèmes d'information et télécom composé d'agents communautaires spécialisés et formés dans ces domaines, placés sous l'autorité d'un chef de service.

Les communes membres de la CoVe, pour l'exercice de leurs propres compétences et pour le fonctionnement général de leur organisation, disposent de la même manière de moyens informatiques et télécoms pour la gestion de leur système d'information.

Cependant, ces communes membres de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ne peuvent pas toujours se doter d'un service spécifiquement dédié et formé pour assurer la pérennité de leurs systèmes d'information.

En conséquence, la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécoms de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1 issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 15 novembre 2010, approuvant le principe de la mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications de la CoVe auprès de ses communes membres,

Il est conclu une convention de mise à disposition de service entre :

Acquitté en PREFECTURE le: 30/11/2018

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, agissant par délégation d'attribution spécifique du Conseil de Communauté en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

et d'autre part, la Commune de Sarrians, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

Article 1 : objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de prestations d'assistance et de gestion du parc, du système et du réseau informatique et télécom relevant de l'administration communale.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention reconnaît l'effectivité de la mise à disposition du service pour les années 2016 et 2017.

Article 3 : nomenclature et coût des prestations

Le service des systèmes d'information et télécom de la CoVe peut assurer, en exécution de la convention, les prestations suivantes regroupées en cinq catégories :

1. VEILLE TECHNIQUE DU PARC MATERIEL :

Objectifs : ➤ maintenir en état de fonctionnement le parc informatique uniquement sur le plan matériel, le faire évoluer, et à la demande l'augmenter.

Prestations incluses :

- Inventaire du parc avec étiquetage de chaque matériel pris en charge.
- Prise en charge de la gestion d'une panne : diagnostic et recherche d'une solution.
- Relation avec le constructeur en cas de panne sous garantie ou avec un réparateur agréé si la panne matériel est non réparable par les soins du service mis à disposition, lequel n'est pas un atelier de réparation.
- Suivant le type de panne, comme par exemple une destruction de disque dur, la réinstallation complète du poste est assurée : système d'exploitation, réinstallation des logiciels métiers, etc.

Prestations non incluses :

- Le coût de réparation dans un atelier spécialisé si cela s'avérait nécessaire.
- Le coût des pièces détachées.
- Les achats de matériels au sens large.
- Tout ce qui relève de l'assistance : un matériel qui ne fonctionne pas à cause d'une prise électrique débranchée, ou une connectique débranchée (clavier, souris, écran ...)
- Les dysfonctionnements liés :

- à une mauvaise utilisation du matériel
 - à la présence de virus ou autre
 - à une installation de logiciel par une personne ne faisant pas partie du service des systèmes d'information de la CoVe.
- En règle générale : Les problèmes liés à d'autres causes que le matériel ne sont pas intégrés.

COUT

Forfait maintenance annuelle d'un poste (hors pièces) : ce coût intègre un remplacement tous les 6 ans	75.00 €	
Forfait maintenance d'une imprimante :	28,14 €	
COÛTS DIVERS SUPPLEMENTAIRES :		
installation d'un nouvel ordinateur	197,00 €	compris maintenance année n et n+1 + une heure d'assistance
<u>installation d'un serveur :</u> <i>installation et intégration dans un domaine existant</i>	338,00 €	
<i>surcoût si contrôleur de domaine unique :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs (car création nécessaire)
<i>surcoût si serveur de fichier :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs
<i>autres prestations :</i>	sur devis	

2. GESTION DU SYSTEME INFORMATIQUE COMMUNAL

Objectifs :

- Connaître le parc logiciel installé sur les matériels, suivi des contrats éventuellement associés à ces logiciels. Prise en charge de la maintenance préventive et de la gestion des sauvegardes.

Prestations incluses

- inventaire permanent des logiciels installés :
 - inventaire technique : licences, lieu d'installation,
 - inventaire administratif (renseignements comptables liés au paiement : date achat, numéro facture, numéro inventaire comptable, imputation etc + contrats éventuellement associés)
- maintenance préventive : redémarrage des serveurs (2 à 4 fois/mois),
- contrôle quotidien des sauvegardes (contrôle à distance)

Prestations non incluses :

- la gestion technique des logiciels (maintenance, mise à jour ou autres).
- Les changements quotidiens du support de sauvegarde (bande magnétique ou autre).
- Tout ce qui est prévu dans d'autres rubriques.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 394 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

3. VEILLE TECHNIQUE LOGICIELLE :

Objectifs :

- maintenir le parc logiciel en état de bon fonctionnement ; maintenir les logiciels métiers à jour : soit mise à jour corrective, soit évolutive. Ces mises à jour étant fournies par l'éditeur du logiciel.

Prestations incluses en illimités :

- mise à jour des logiciels fournis par les éditeurs.
- Installation de versions correctives

Prestations non incluses :

- Coût des contrats de maintenance liés aux logiciels qui reste à la charge de la commune.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 281 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

4. GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE :

Objectifs :

- Gérer le réseau informatique et/ou téléphonique du bâtiment (câblage et actifs réseaux)

Cela permet de gérer le poste de travail dans son ensemble : poste informatique et poste téléphonique. En cas de création d'un poste de travail ou d'un déménagement, le service mis à disposition gère la problématique des connexions réseau, le but n'étant toutefois pas de se substituer à une entreprise de câblage.

Prestations incluses en illimités :

- L'inventaire du réseau filaire et des actifs (switch ou autre)
- Les opérations de brassages dans les baies informatiques ou téléphoniques
- La prise en charge de la gestion des pannes sur le réseau ;

Prestations non incluses :

- Les fournitures

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes : Nombre de postes x par coefficient 1.25 x 28.14€
----------------	--

Ces quatre premières familles de prestations sont indépendantes les unes des autres. Au commencement de la convention, la commune notifie à la CoVe celles qu'elle choisit pour la durée d'exécution de celle-ci.

A tout moment, en cours d'exécution de la convention, la Commune peut demander à bénéficier d'une catégorie de prestation qu'elle n'avait pas initialement sélectionnée, jusqu'au terme de la convention. Elle adresse pour cela un courrier à la CoVe. En fonction du plan de charge de son service des systèmes d'information et télécom, la CoVe s'engage à tout mettre alors en œuvre pour répondre favorablement à la demande exprimée par la Commune et fixera le cas échéant la date de commencement de cette prestation non initialement sélectionnée. Dans ce cas, ladite prestation sera remboursée au prorata temporis la première année.

5. CONTRAT D'ASSISTANCE :

Objectifs :

- Permettre à la commune d'accéder à tous types de prestations : assistance à l'utilisation de l'outil informatique, formation, études diverses

COUT

assistance à l'utilisation ou formation ; système de forfait ticket horaire :	281,00 €	Forfait de 10 heures minimum :
---	----------	--------------------------------

Au commencement de la convention et à tout moment en cours d'exécution de celle-ci, la Commune peut commander un forfait d'assistance, par tranches de dix heures.

Les coûts affichés dans le présent article sont établis sur la base de l'année 2015.

Article 4 : remboursement des frais de mise à disposition du service

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition qui se sont élevés à **22 950,41 €** pour les années 2016 et 2017 et qui sont détaillés dans l'annexe jointe à la convention.

Article 5 : modalités de fonctionnement du service mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statut et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, en application de l'article 166 de la loi du 13 août 2004 précitée, le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune. En particulier, le chef du service mis à disposition proposera à la Commune un entretien annuel de bilan et de perspectives.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,

Annexe : Coût mise à disposition service des systèmes d'information et de télécommunications
2016 et 2017

Récapitulatif des prestations sélectionnées :

1. Veille technique du parc matériel (maintenance)
2. Gestion du système informatique communal
3. Veille technique logicielle
4. Gestion du réseau informatique
5. Contrat d'assistance

SARRIANS	2016	2017
Nombre de postes	47	49
dont écoles	0	0
Nombre d'imprimantes	0	0
Nombre forfait assistance	10	10
Maintenance parc ordinateurs	3 525,00 €	3 675,00 €
Assistance	2 810,00 €	2 810,00 €
Veille technique logicielle	1 603,98 €	1 660,26 €
Contrat gestion système informatique	1 716,54 €	1 772,82 €
Gestion réseau informatique bâtiments	1 653,23 €	1 723,58 €
Total	11 308,75 €	11 641,66 €
Total 2016 et 2017	22 950,41 €	

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-86

Objet : Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Venasque pour les années 2016 et 2017

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour les années 2016 et 2017 auprès de la commune de Venasque,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Venasque et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de Venasque pour les années 2016 et 2017.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 30 NOV 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS
DE LA CoVe AUPRES DE LA COMMUNE DE VENASQUE**

Préambule :

La commune et la CoVe avaient été liées par une précédente convention de mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications.

A l'échéance de celle-ci le 31 décembre 2015, les parties sont convenues de poursuivre le partenariat dont l'objet de la présente est de constater l'effectivité jusqu'au 31 décembre 2017.

La commune ayant après cette date conclu avec la CoVe une convention cadre pour la mise à disposition des services de la Cove, parmi lesquels le service des systèmes d'information et télécommunications.

La poursuite du partenariat pourra donner lieu à une nouvelle convention s'inscrivant dans ce nouveau cadre.

Exposé des motifs

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, offre la possibilité aux « *services d'un établissement public de coopération intercommunale (d')être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services* ».

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transférées et pour assurer son fonctionnement de manière générale, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe) dispose, au sein de sa direction des ressources et des moyens, d'un service des systèmes d'information et télécom composé d'agents communautaires spécialisés et formés dans ces domaines, placés sous l'autorité d'un chef de service.

Les communes membres de la CoVe, pour l'exercice de leurs propres compétences et pour le fonctionnement général de leur organisation, disposent de la même manière de moyens informatiques et télécoms pour la gestion de leur système d'information.

Cependant, ces communes membres de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ne peuvent pas toujours se doter d'un service spécifiquement dédié et formé pour assurer la pérennité de leurs systèmes d'information.

En conséquence, la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécoms de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1 issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 15 novembre 2010, approuvant le principe de la mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications de la CoVe auprès de ses communes membres,

Il est conclu une convention de mise à disposition de service entre :

Acquitté en PREFECTURE le: 30/11/2018

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, agissant par délégation d'attribution spécifique du Conseil de Communauté en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

et d'autre part, la Commune de Venasque, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

Article 1 : objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de prestations d'assistance et de gestion du parc, du système et du réseau informatique et télécom relevant de l'administration communale.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention reconnaît l'effectivité de la mise à disposition du service pour les années 2016 et 2017.

Article 3 : nomenclature et coût des prestations

Le service des systèmes d'information et télécom de la CoVe peut assurer, en exécution de la convention, les prestations suivantes regroupées en cinq catégories :

1. VEILLE TECHNIQUE DU PARC MATERIEL :

Objectifs : ➤ maintenir en état de fonctionnement le parc informatique uniquement sur le plan matériel, le faire évoluer, et à la demande l'augmenter.

Prestations incluses :

- Inventaire du parc avec étiquetage de chaque matériel pris en charge.
- Prise en charge de la gestion d'une panne : diagnostic et recherche d'une solution.
- Relation avec le constructeur en cas de panne sous garantie ou avec un réparateur agréé si la panne matériel est non réparable par les soins du service mis à disposition, lequel n'est pas un atelier de réparation.
- Suivant le type de panne, comme par exemple une destruction de disque dur, la réinstallation complète du poste est assurée : système d'exploitation, réinstallation des logiciels métiers, etc.

Prestations non incluses :

- Le coût de réparation dans un atelier spécialisé si cela s'avérait nécessaire.
- Le coût des pièces détachées.
- Les achats de matériels au sens large.
- Tout ce qui relève de l'assistance : un matériel qui ne fonctionne pas à cause d'une prise électrique débranchée, ou une connectique débranchée (clavier, souris, écran ...)
- Les dysfonctionnements liés :

- à une mauvaise utilisation du matériel
 - à la présence de virus ou autre
 - à une installation de logiciel par une personne ne faisant pas partie du service des systèmes d'information de la CoVe.
- En règle générale : Les problèmes liés à d'autres causes que le matériel ne sont pas intégrés.

COUT

Forfait maintenance annuelle d'un poste (hors pièces) : ce coût intègre un remplacement tous les 6 ans	75,00 €	
Forfait maintenance d'une imprimante :	28,14 €	
COÛTS DIVERS SUPPLEMENTAIRES :		
installation d'un nouvel ordinateur	197,00 €	compris maintenance année n et n+1 + une heure d'assistance
<u>installation d'un serveur :</u>		
<i>installation et intégration dans un domaine existant</i>	338,00 €	
<i>surcoût si contrôleur de domaine unique :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs (car création nécessaire)
<i>surcoût si serveur de fichier :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs
<i>autres prestations :</i>	sur devis	

2. GESTION DU SYSTEME INFORMATIQUE COMMUNAL

Objectifs :

- Connaître le parc logiciel installé sur les matériels, suivi des contrats éventuellement associés à ces logiciels. Prise en charge de la maintenance préventive et de la gestion des sauvegardes.

Prestations incluses

- inventaire permanent des logiciels installés :
 - inventaire technique : licences, lieu d'installation,
 - inventaire administratif (renseignements comptables liés au paiement : date achat, numéro facture, numéro inventaire comptable, imputation etc + contrats éventuellement associés)
- maintenance préventive : redémarrage des serveurs (2 à 4 fois/mois),
- contrôle quotidien des sauvegardes (contrôle à distance)

Prestations non incluses :

- la gestion technique des logiciels (maintenance, mise à jour ou autres).
- Les changements quotidiens du support de sauvegarde (bande magnétique ou autre).
- Tout ce qui est prévu dans d'autres rubriques.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 394 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

3. VEILLE TECHNIQUE LOGICIELLE :

Objectifs : ➤ maintenir le parc logiciel en état de bon fonctionnement ; maintenir les logiciels métiers à jour : soit mise à jour corrective, soit évolutive. Ces mises à jour étant fournies par l'éditeur du logiciel.

Prestations incluses en illimités :

- mise à jour des logiciels fournis par les éditeurs.
- Installation de versions correctives

Prestations non incluses :

- Coût des contrats de maintenance liés aux logiciels qui reste à la charge de la commune.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 281 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

4. GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE :

Objectifs : ➤ Gérer le réseau informatique et/ou téléphonique du bâtiment (câblage et actifs réseaux)

Cela permet de gérer le poste de travail dans son ensemble : poste informatique et poste téléphonique. En cas de création d'un poste de travail ou d'un déménagement, le service mis à disposition gère la problématique des connexions réseau, le but n'étant toutefois pas de se substituer à une entreprise de câblage.

Prestations incluses en illimités :

- L'inventaire du réseau filaire et des actifs (switch ou autre)
- Les opérations de brassages dans les baies informatiques ou téléphoniques
- La prise en charge de la gestion des pannes sur le réseau ;

Prestations non incluses :

- Les fournitures

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes : Nombre de postes x par coefficient 1.25 x 28.14€
----------------	--

Ces quatre premières familles de prestations sont indépendantes les unes des autres. Au commencement de la convention, la commune notifie à la CoVe celles qu'elle choisit pour la durée d'exécution de celle-ci.

A tout moment, en cours d'exécution de la convention, la Commune peut demander à bénéficier d'une catégorie de prestation qu'elle n'avait pas initialement sélectionnée, jusqu'au terme de la convention. Elle adresse pour cela un courrier à la CoVe. En fonction du plan de charge de son service des systèmes d'information et télécom, la CoVe s'engage à tout mettre alors en œuvre pour répondre favorablement à la demande exprimée par la Commune et fixera le cas échéant la date de commencement de cette prestation non initialement sélectionnée. Dans ce cas, ladite prestation sera remboursée au prorata temporis la première année.

5. CONTRAT D'ASSISTANCE :

Objectifs :

- Permettre à la commune d'accéder à tous types de prestations : assistance à l'utilisation de l'outil informatique, formation, études diverses

COUT

assistance à l'utilisation ou formation ; système de forfait ticket horaire :	281,00 €	Forfait de 10 heures minimum :
---	----------	--------------------------------

Au commencement de la convention et à tout moment en cours d'exécution de celle-ci, la Commune peut commander un forfait d'assistance, par tranches de dix heures.

Les coûts affichés dans le présent article sont établis sur la base de l'année 2015.

Article 4 : remboursement des frais de mise à disposition du service

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition qui se sont élevés à 9 376,96 € pour les années 2016 et 2017 et qui sont détaillés dans l'annexe jointe à la convention.

Article 5 : modalités de fonctionnement du service mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statut et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, en application de l'article 166 de la loi du 13 août 2004 précitée, le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune. En particulier, le chef du service mis à disposition proposera à la Commune un entretien annuel de bilan et de perspectives.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,



Annexe : Coût mise à disposition service des systèmes d'information et de télécommunications
2016 et 2017

Récapitulatif des prestations sélectionnées :

1. Veille technique du parc matériel (maintenance)
2. Gestion du système informatique communal
3. Veille technique logicielle
4. Gestion du réseau informatique
5. Contrat d'assistance

VENASQUE	2016	2017
Nombre de postes	28	9
dont écoles	17	0
Nombre d'imprimantes	1	2
Nombre forfait assistance	1	1
Maintenance parc ordinateurs	2 100,00 €	2 100,00 €
Maintenance parc imprimantes	28,14 €	28,14 €
Assistance	281,00 €	281,00 €
Veille technique logicielle	590,94 €	590,94 €
Contrat gestion système informatique	703,50 €	703,50 €
Gestion réseau informatique bâtiments	984,90 €	984,90 €
Total	4 688,48 €	4 688,48 €
Total 2016 et 2017	9 376,96 €	

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-87

Objet : Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Saint Pierre de Vassols pour l'année 2016

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour l'année 2016 auprès de la commune de Saint Pierre de Vassols,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Saint Pierre de Vassols et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de Saint Pierre de Vassols pour l'année 2016.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 30 NOV 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

REÇU LE

19 OCT. 2018

MAIRIE SAINT PIERRE DE VASSOLS

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS
DE LA CoVe AUPRES DE LA COMMUNE DE SAINT PIERRE DE VASSOLS**

Préambule :

La commune et la CoVe avaient été liées par une précédente convention de mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications.

A l'échéance de celle-ci le 31 décembre 2015, les parties sont convenues de poursuivre le partenariat dont l'objet de la présente est de constater l'effectivité jusqu'au 31 décembre 2016.

La commune ayant après cette date conclu avec la CoVe une convention cadre pour la mise à disposition des services de la Cove, parmi lesquels le service des systèmes d'information et télécommunications.

La poursuite du partenariat donnera éventuellement lieu à une nouvelle convention s'inscrivant dans ce nouveau cadre.

Exposé des motifs

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, offre la possibilité aux « *services d'un établissement public de coopération intercommunale (d')être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services* ».

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transférées et pour assurer son fonctionnement de manière générale, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe) dispose, au sein de sa direction des ressources et des moyens, d'un service des systèmes d'information et télécom composé d'agents communautaires spécialisés et formés dans ces domaines, placés sous l'autorité d'un chef de service.

Les communes membres de la CoVe, pour l'exercice de leurs propres compétences et pour le fonctionnement général de leur organisation, disposent de la même manière de moyens informatiques et télécoms pour la gestion de leur système d'information.

Cependant, ces communes membres de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ne peuvent pas toujours se doter d'un service spécifiquement dédié et formé pour assurer la pérennité de leurs systèmes d'information.

En conséquence, la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécoms de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1 issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 15 novembre 2010, approuvant le principe de la mise à disposition du service des systèmes d'information et télécommunications de la CoVe auprès de ses communes membres,

Acquitté en PREFECTURE le: 30/11/2018

Il est conclu une convention de mise à disposition de service entre :

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, agissant par délégation d'attribution spécifique du Conseil de Communauté en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

et d'autre part, la Commune de Saint Pierre de Vassols, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

Article 1 : objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de prestations d'assistance et de gestion du parc, du système et du réseau informatique et télécom relevant de l'administration communale.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention reconnaît l'effectivité de la mise à disposition du service pour l'année 2016.

Article 3 : nomenclature et coût des prestations

Le service des systèmes d'information et télécom de la CoVe peut assurer, en exécution de la convention, les prestations suivantes regroupées en cinq catégories :

1. VEILLE TECHNIQUE DU PARC MATERIEL :

Objectifs : ➤ maintenir en état de fonctionnement le parc informatique uniquement sur le plan matériel, le faire évoluer, et à la demande l'augmenter.

Prestations incluses :

- Inventaire du parc avec étiquetage de chaque matériel pris en charge.
- Prise en charge de la gestion d'une panne : diagnostic et recherche d'une solution.
- Relation avec le constructeur en cas de panne sous garantie ou avec un réparateur agréé si la panne matérielle est non réparable par les soins du service mis à disposition, lequel n'est pas un atelier de réparation.
- Suivant le type de panne, comme par exemple une destruction de disque dur, la réinstallation complète du poste est assurée : système d'exploitation, réinstallation des logiciels métiers, etc.

Prestations non incluses :

- Le coût de réparation dans un atelier spécialisé si cela s'avérait nécessaire.
- Le coût des pièces détachées.
- Les achats de matériels au sens large.
- Tout ce qui relève de l'assistance : un matériel qui ne fonctionne pas à cause d'une prise électrique débranchée, ou une connectique débranchée (clavier, souris, écran ...)
- Les dysfonctionnements liés :

- à une mauvaise utilisation du matériel
 - à la présence de virus ou autre
 - à une installation de logiciel par une personne ne faisant pas partie du service des systèmes d'information de la CoVe.
- En règle générale : Les problèmes liés à d'autres causes que le matériel ne sont pas intégrés.

COUT

Forfait maintenance annuelle d'un poste (hors pièces) : ce coût intègre un remplacement tous les 6 ans	75,00 €	
Forfait maintenance d'une imprimante :	28,14 €	
COÛTS DIVERS SUPPLEMENTAIRES :		
installation d'un nouvel ordinateur	197,00 €	compris maintenance année n et n+1 + une heure d'assistance
<u>installation d'un serveur :</u> <i>installation et intégration dans un domaine existant</i>	338,00 €	
<i>surcoût si contrôleur de domaine unique :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs (car création nécessaire)
<i>surcoût si serveur de fichier :</i>	28,00 €	par tranche de 15 utilisateurs
<i>autres prestations :</i>	sur devis	

2. GESTION DU SYSTEME INFORMATIQUE COMMUNAL

Objectifs :

- Connaître le parc logiciel installé sur les matériels, suivi des contrats éventuellement associés à ces logiciels. Prise en charge de la maintenance préventive et de la gestion des sauvegardes.

Prestations incluses

- inventaire permanent des logiciels installés :
 - inventaire technique : licences, lieu d'installation,
 - inventaire administratif (renseignements comptables liés au paiement : date achat, numéro facture, numéro inventaire comptable, imputation etc + contrats éventuellement associés)
- maintenance préventive : redémarrage des serveurs (2 à 4 fois/mois),
- contrôle quotidien des sauvegardes (contrôle à distance)

Prestations non incluses :

- la gestion technique des logiciels (maintenance, mise à jour ou autres).
- Les changements quotidiens du support de sauvegarde (bande magnétique ou autre).
- Tout ce qui est prévu dans d'autres rubriques.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 394 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

3. VEILLE TECHNIQUE LOGICIELLE :

Objectifs :

- maintenir le parc logiciel en état de bon fonctionnement ; maintenir les logiciels métiers à jour : soit mise à jour corrective, soit évolutive. Ces mises à jour étant fournies par l'éditeur du logiciel.

Prestations incluses en illimités :

- mise à jour des logiciels fournis par les éditeurs.
- Installation de versions correctives

Prestations non incluses :

- Coût des contrats de maintenance liés aux logiciels qui reste à la charge de la commune.

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes + forfait : Soit 281 € + 28.14 € par poste (serveur compris)
----------------	--

4. GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE :

Objectifs :

- Gérer le réseau informatique et/ou téléphonique du bâtiment (câblage et actifs réseaux)

Cela permet de gérer le poste de travail dans son ensemble : poste informatique et poste téléphonique. En cas de création d'un poste de travail ou d'un déménagement, le service mis à disposition gère la problématique des connexions réseau, le but n'étant toutefois pas de se substituer à une entreprise de câblage.

Prestations incluses en illimités :

- L'inventaire du réseau filaire et des actifs (switch ou autre)
- Les opérations de brassages dans les baies informatiques ou téléphoniques
- La prise en charge de la gestion des pannes sur le réseau ;

Prestations non incluses :

- Les fournitures

COUT

forfait annuel	Coût lié au nombre de postes : Nombre de postes x par coefficient 1.25 x 28.14€
----------------	--

Ces quatre premières familles de prestations sont indépendantes les unes des autres. Au commencement de la convention, la commune notifie à la CoVe celles qu'elle choisit pour la durée d'exécution de celle-ci.

A tout moment, en cours d'exécution de la convention, la Commune peut demander à bénéficier d'une catégorie de prestation qu'elle n'avait pas initialement sélectionnée, jusqu'au terme de la convention. Elle adresse pour cela un courrier à la CoVe. En fonction du plan de charge de son service des systèmes d'information et télécom, la CoVe s'engage à tout mettre alors en œuvre pour répondre favorablement à la demande exprimée par la Commune et fixera le cas échéant la date de commencement de cette prestation non initialement sélectionnée. Dans ce cas, ladite prestation sera remboursée au prorata

temporis la première année.

5. CONTRAT D'ASSISTANCE :

Objectifs :

- Permettre à la commune d'accéder à tous types de prestations : assistance à l'utilisation de l'outil informatique, formation, études diverses

COUT

assistance à l'utilisation ou formation ; système de forfait ticket horaire :	281,00 €	Forfait de 10 heures minimum :
---	----------	--------------------------------

Au commencement de la convention et à tout moment en cours d'exécution de celle-ci, la Commune peut commander un forfait d'assistance, par tranches de dix heures.

Les coûts affichés dans le présent article sont établis sur la base de l'année 2015.

Article 4 : remboursement des frais de mise à disposition du service

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition qui se sont élevés à 1 038,68 € pour l'année 2016 et qui sont détaillés dans l'annexe jointe à la convention.

Article 5 : modalités de fonctionnement du service mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service des systèmes d'information et télécom de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statut et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, en application de l'article 166 de la loi du 13 août 2004 précitée, le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune. En particulier, le chef du service mis à disposition proposera à la Commune un entretien annuel de bilan et de perspectives.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,



Le Maire,
Le Maire


GHISLAIN GRICOURT

Annexe : **Coût mise à disposition service des systèmes d'information et de télécommunications
2016**

Récapitulatif des prestations sélectionnées :

1. Veille technique du parc matériel (maintenance)
2. Gestion du système informatique communal
4. Gestion du réseau informatique

SAINT PIERRE DE VASSOLS	2016
Nombre de postes	5
dont écoles	0
Nombre d'imprimantes	1
Nombre forfait assistance	0
Trop perçu 2015	-75,00 €
Maintenance parc ordinateurs	375,00 €
Maintenance parc imprimantes	28,14 €
Contrat gestion système informatique	534,66 €
Gestion réseau informatique bâtiments	175,88 €
Total	1038,68 €

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-88

Objet : Régularisation des emprises après travaux du PEM auprès de SNCF réseau – cession de la parcelle CK 726 à Carpentras

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la décision du 7 février 2018 confirmant la volonté de la CoVe de céder la parcelle CK n°726 à SNCF RÉSEAU,

Vu la délibération du conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attribution au président,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant l'acquisition réalisée par la CoVe à Réseau Ferré de France en date du 19 mars 2014 dans le cadre du projet du pôle d'échange multimodal,

Considérant la volonté des parties de régulariser les emprises non incluses dans le nouveau périmètre du site suite à la réalisation de l'intégralité des travaux et notamment la parcelle cadastrée section CK n°726 d'une superficie de deux ares et trente-huit centiares,

Considérant l'évaluation de France Domaine en date du 30 novembre 2018,

Vu le projet d'acte authentique réitérant les accords et établi par Maître Stéphanie Jeanjean-Boudon, notaire à Carpentras,

Décide

Article 1 : De signer l'acte de vente en vue de la cession par la Cove à SNCF RÉSEAU de la parcelle cadastrée section CK n°726 d'une superficie de deux ares et trente-huit centiares, correspondant à un délaissé après réalisation des travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal.

Article 2 : De réaliser cette vente sur la base d'un prix au m² de 48,77€, soit un montant total de onze-mille-six-cent-sept euros et vingt-six centimes (11 607,26€). Les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

Article 3 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à effet de signer l'acte authentique.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 18 DEC 2018

Fait à Carpentras, le 11 décembre 2018

Publication par affichage le : 18 DEC 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Exécutoire le : 18 DEC 2018

Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84097 AVIGNON CEDEX 9
Téléphone : 04.90.80.41.45
Courriel : ddflp.84.pole-evaluation@dgflp.finances.gouv.fr

Le 30/11/2018

L'Administrateur Général des Finances
Publiques
Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND
Téléphone : 04.90.80.41.36
Portable : 06.33.29.80.10
Courriel : ...christele.morand@dgflp.finances.gouv.fr
Vos réf. : demande 06176352
Réf. LIDO : 2017-84031V1487

à

M. LE PRÉSIDENT
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)
1171 AVENUE DU MONT VENTOUX
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : ESPACES PUBLICS NON BÂTIS
ADRESSE DU BIEN : LIGNE AVIGNON – CARPENTRAS À CARPENTRAS (84200)
VALEUR VENALE 11.610€

1 – SERVICE CONSULTANT
AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISIN
(COVE)
ÉDITH SOTTON

2 –

Date de consultation 27/11/2018
Date de réception 27/11/2018
Visite néant
Date de constitution du dossier "en état" 27/11/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la rétrocession à la Commune de CARPENTRAS des espaces publics non bâtis sur le secteur de l'ancienne garde de Carpentras.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : CK 726

Superficie : 238m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain situé en bordure de voie ferrée à proximité du parking de la gare de CARPENTRAS.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISIN (COVE)
Origine de propriété : Acquisition du 19/03/2014 (14P2471) de la parcelle CK 691 (parcelle mère)
d'une superficie de 5.172m² au prix de 252.190€, soit à 48,77€/m².
situation d'occupation : Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone UB du PLU

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale (arrondie) est établie à 11.610€ (48,77€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-89

Objet : Acquisition des parcelles cadastrées section C n°1308 et 1310 à Caromb

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président ;

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant l'opportunité pour la CoVe d'acquérir deux parcelles situées lieu-dit le bois à Caromb, cadastrées section C n°1308 et 1310, d'une superficie respective de quatre-vingt-onze centiares et trente-trois centiares et issues de la division des parcelles C n°216 et 217,

Considérant l'évaluation de France Domaine en date du 27 décembre 2017,

Vu le projet d'acte de vente établi par Maître Etienne Rispal, notaire à Sault,

Décide

Article 1 : De signer l'acte de vente au profit de madame Simone Dou des parcelles cadastrées section C n°1308 et 1310 d'une superficie totale d'un are et vingt-quatre centiares.

Article 2 : De réaliser cette vente pour un montant total de cent-vingt-quatre euros (124,00€).

Article 3 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à effet de signer l'acte de vente.

Article 4 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 18 DEC 2018

Publication par affichage le : 18 DEC 2018

Exécutoire le : 18 DEC 2018

Fait à Carpentras, le 11 décembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Nomenclature : 3.2.2 Domaine et patrimoine – Aliénations – Autres cessions

Acquitté en PREFECTURE le: 18/12/2018



N° 7300-SD
(mars 2016)

Le 27/12/2017

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse
Pôle Contentieux Public
Service : Pôle d'évaluation foncière d'Avignon
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)
Adresse : Csi administrative - Avenue du 7^{ème} Glaz
BP 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9
Téléphone : 04 90 80 41 45
Courriel : delégat_pap_dgfin@dgfip.finances.gouv.fr

L'Administrateur Général des Finances Publiques
Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND
Téléphone : 04 90 80 41 34
Portable : 06 33 29 88 18
Courriel : christel.morand@dgfip.finances.gouv.fr
Vos ME : demandé du 12/11/2017
Ref LEXI : 2017-84030V9478

M. le Président
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin
(COVE)
Bâtiment Foncier
1171, Avenue du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉNOMINATION DU BIEN : BIENS NON BÂTIS DE DIFFÉRENTES NATURES

Adresse du bien : CHEMIN DU BUIS À CAROMB (84330)

VALEUR VÉNALE 14.014€ soit 18/m²

1 - SERVICE CONSULTANT : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN (COVE)
Affaire suivie par : Loïc ALLAMANDI

2 -
Date de consultation : 12/11/2017
Date de réception : 20/11/2017
Demande de renseignements : 11 et 12/12/2017
Réponse : 14/12/2017
Visite : néant
Date de constitution du dossier "en état" : 14/12/2017

3 - OBSERVATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ
Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre d'acquisitions en limite des parcelles de la COVE pour régularisation d'un emplacement réservé (UR n°R2).

4 - DESCRIPTION DU BIEN
Références cadastrales : voir tableau
Superficie : 14.014m²
Description du bien :
Il s'agit d'emprises en nature de talus, de talus d'espace un peu boisé et de bout de champ non impacté par l'exploitation agricole.

5 - SITUATION JURIDIQUE
Propriétaires : voir tableau
Origine de propriété : voir tableau
Situation d'occupation : Libre

6 - URBANISME ET RÉSEAUX
Zone A du PLU

MINISTÈRES DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

Acquitté en PREFECTURE le : 18/12/2018

7 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 14.014€, soit 16/m².

8 - DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

L'Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND

Parcelle	Emprise	Nature dans l'acte	Propriétaires	origine de propriété
C 246	180	carrière	M. BAARDUYER Fabien / Mme BAARDUYER Etienne	Attestation immobilière du 30/07/2010 (10P1720) : 5.294m² pour 2.645€
C 248	85	Vigne et oliviers	M. LEONARD Jacques	Partage du 16/02/2015 (15P1909) : 10 344m² pour 12.930€
C 245	75		M. COHANUD Robert	Antérieure à 2004
C 930	29		M. COHANUD Robert	Antérieure à 2004
C 242	103		M. ULPAT Claude	Antérieure à 2004
C 891	28		M. ULPAT Claude	Antérieure à 2004
C 243	88	Verger	M. CHARDON Thierry (1/2 en nue-propriété) / Mme CASIMIRO Ghettie épouse CHARDON (1/2 en pleine-propriété et 1/2 en usufruit)	Attestation immobilière du 31/05/2012 (12D7996) : 7.190m² pour 8.628€
C 240	48		M. AUFAN Pierre	Antérieure à 2004
C 236	31		Mme VECYRAT Nicole	Antérieure à 2004
C 235	27	Pêche et vignes AOP Ventoux	Yves ROUX et Lucienne RICHARTE son épouse	Acquisition du 27/03/2017 (17P2623) : 6.210m² pour 6.200€
C 232	31	Terrain	Yann CLUIE	Licitation du 13/01/2017 (17P0775) : 46.000€ y inclus 1 appartement avec garage, location des 2/3
C 231	23	Bois	Mme BRUNO Anne-Marie veuve PIC	Attestation immobilière du 28/09/2015 (15P6490) : 1.405m² pour 1.500€
C 230	24	Bois	Commune de CAROMAS	Biens vacants du 30/05/2017 (17P4035) : 6.410€ pour 2.820€
C 229	24	Pêche et vignes AOP Ventoux	Yves ROUX et Lucienne RICHARTE son épouse	Acquisition du 27/03/2017 (17P2623) : 6.210m² pour 6.200€
C 224	8		M. Mme ROUX Yves et Lucienne	Antérieure à 2004
C 223	37	non indiquée	Yves ROUX et Lucienne RICHARTE son épouse	Acquisition du 22/06/2004 (04P5183) : 3.530m² pour 4.84€
C 994	110	Terre	Mme ROUX Véronique / Mme COLOMBIERO Noémie et Amélie	Attestation immobilière du 21/02/2006 (06P3327) pour 4.100€
C 218	22		M. MORARD Yves	Antérieure à 2004
C 814	128	Bois	M. Mme RABASSE André et Monique / Mme RABASSE Sylvie	Donation du 21/09/2006 (06P0124) : pour 600€
C 217	33	Bois	Mme DIU Simone	Attestation immobilière du 04/02/2011 (11P1178) : 3.500€ pour 4.540m²
C 216	31	vigne	Mme DIU Simone	Attestation immobilière du 04/02/2011 (11P1178) : 3.500€ pour 4.540m²
C 213	106	Bois avec cabanon	M. Mme RABASSE André et Monique / Mme RABASSE Sylvie	Donation du 21/09/2006 (06P0124) : pour 742€
C 212	91	vigne	M. DE SOGUS Joseph	Acquisition du 01/10/2010 (10P7631) pour 3.855m²
C 211	105	vigne	M. DE SOGUS Joseph	Acquisition du 06/11/2015 (15P7829) pour 4.000€
C 206		Terre	Maurice FAVETIER et Annie ROUGUÉ son épouse (usufruit) / Daniel FAVETIER (nue-propriété)	Donation du 05/09/2014 (14P6289) : 7.092€ pour 14.185m²
C 205		vigne	M. MICHEL Luc	Licitation du 07/11/2005 (05P0677) : 50.000€ pour 35.549m²
C 975	6033	Verger	M. AYGON Jean Luc	Partage du 17/10/2014 (14P7255) pour 3.016€
C 908	77		M. AIMINO Robert	Antérieure à 2004
C 286	34		M. CHARDON Thierry	Antérieure à 2004
C 287	28		Relebe des Fontaines	Antérieure à 2004
C 290	42	Acte non consultable	M. GARNIER Gilles	Donation du 06/07/2001 (05P0537) pour 587.712€
C 291	203	Acte non consultable	M. GARNIER Gilles	Donation du 06/07/2001 (05P0537) pour 587.712€
C 295	286	Acte non consultable	M. GARNIER Gilles	Donation du 06/07/2001 (05P0537) pour 587.712€
C 296	154		M. Mme COLESAN Jean-Claude et Daniele / M. COLESAN Frédéric	Antérieure à 2004
C 1032	46		M. Mme COLESAN Jean-Claude et Daniele / M. COLESAN Frédéric	Antérieure à 2004
C 299	10		M. Mme COLESAN Jean-Claude et Daniele / M. COLESAN Frédéric	Antérieure à 2004
C 303	0	Terre	Madeleine MARCELLIN / Georges MARCELLIN / Eliane MARCELLIN épouse BALLOCHÉ	Attestation immobilière du 24/09/2009 (09P7428) pour 10.000€
C 304	4	vigne	M. Mme RABASSE André et Monique / Mme RABASSE Sylvie	Donation du 21/09/2006 (06P0124) : 65.000€ pour les parcelles C 304 à 307 (1ha 65a 50ca)
C 305	44	vigne	M. Mme RABASSE André et Monique / Mme RABASSE Sylvie	Donation du 21/09/2006 (06P0124) : 65.000€ pour les parcelles C 304 à 307 (1ha 65a 50ca)
C 306		vigne	M. Mme RABASSE André et Monique / Mme RABASSE Sylvie	Donation du 21/09/2006 (06P0124) : 65.000€ pour les parcelles C 304 à 307 (1ha 65a 50ca)
C 307	31	vigne	M. Mme RABASSE André et Monique / Mme RABASSE Sylvie	Donation du 21/09/2006 (06P0124) : 65.000€ pour les parcelles C 304 à 307 (1ha 65a 50ca)
C 310	0		M. RABASSE André	Antérieure à 2004
C 311	0	Bois	M. BENOIT Charley	Acquisition du 01/09/2011 (11P7601) pour 5.000€
C 318			M. FOLQUET Robert	Antérieure à 2004
C 319	2050		M. MORARD Claude	Antérieure à 2004
C 320	2435		M. BEAUD Pierre	Antérieure à 2004
C 321	810		M. LAURENT Emile	Antérieure à 2004
C 201	4350		Mme LASSA NELLY FRANCOISE	Antérieure à 2004
Total	34 014			

Acquitté en PREFECTURE le 18/12/2018

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-90

**Objet : Déclaration préalable de travaux de rénovation de la couverture du bâtiment
« J » sis au marché gare de Carpentras**

Le Président de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération du conseil de communauté n° 92-18 portant délégation d'attributions au président, notamment celle de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme portant sur les biens propriété de la communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la demande de déclaration préalable pour le remplacement de bacs aciers constituant la couverture du bâtiment « J » sur le site du marché gare de Carpentras,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver le dépôt d'une demande de déclaration préalable de travaux portant rénovation de la couverture du bâtiment « J » sis sur le site du marché gare de Carpentras.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 12 décembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourts citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-91

Objet : Demande de subvention pour une étude de faisabilité du développement de la production d'électricité photovoltaïque sur le territoire de la CoVe, dans le cadre de l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et en particulier de lutte contre la pollution de l'air, les nuisances sonores, et de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie,

Vu la délibération de la Région Sud PACA n°18-409 du 29 juin 2018 et son annexe "Cadre d'intervention régional photovoltaïque",

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant le projet d'étude de faisabilité du développement de la production d'électricité photovoltaïque sur le territoire de la CoVe, dans le cadre de l'élaboration de son PCAET,

Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération s'élève à 20 833€ HT,

Considérant que pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander une subvention à la Région Sud Paca d'après son cadre d'intervention régional photovoltaïque, et selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Région	14 583,00€	70%
CoVe	6 250,00€	30%
Total	20 833,00€	100%

Décide

Article 1 : De solliciter, auprès de la Région Sud PACA et notamment à travers son cadre d'intervention régional photovoltaïque, une subvention pour une étude de faisabilité du développement de la production d'électricité photovoltaïque sur le territoire de la CoVe, dans le cadre de l'élaboration de son PCAET

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur les comptes ENV - 7472 – 8301

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 10 DEC 2018

Fait à Carpentras, le 13 décembre 2018

Publication par affichage le : 10 DEC 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Exécutoire le : DEC 2018

Laurent Marteau

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-92

Objet : permis d'aménager pour la réalisation de l'espace économique du Piol sur la commune de Mazan

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique ;

Vu la délibération du conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme portant sur les biens propriété de la communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté n°2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint du directeur général des services,

Vu la demande de permis d'aménager pour la création de l'espace économique du Piol sur la commune de Mazan d'une superficie de 9 hectares,

Décide

Article 1 : D'approuver la demande de permis d'aménager en vue de la création de l'espace économique du Piol sur la commune de Mazan,

Article 2 : Le directeur des ressources et des moyens, adjoint du directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 26 DEC 2018 Fait à Carpentras, le 21 décembre 2018

Publication par affichage le : 20 DEC 2018 Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
Adjoint au directeur général des services

Exécutoire le : 08 DEC 2018


Christian Forestier



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr